The Canadian
Dairy Commission

1980/81 Annual Report

La Commission
canadienne du lait

Rapport annuel 1980/81

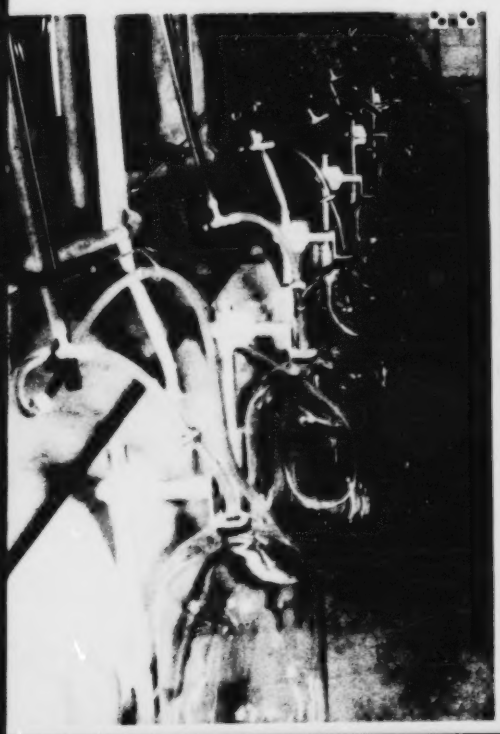
Canada

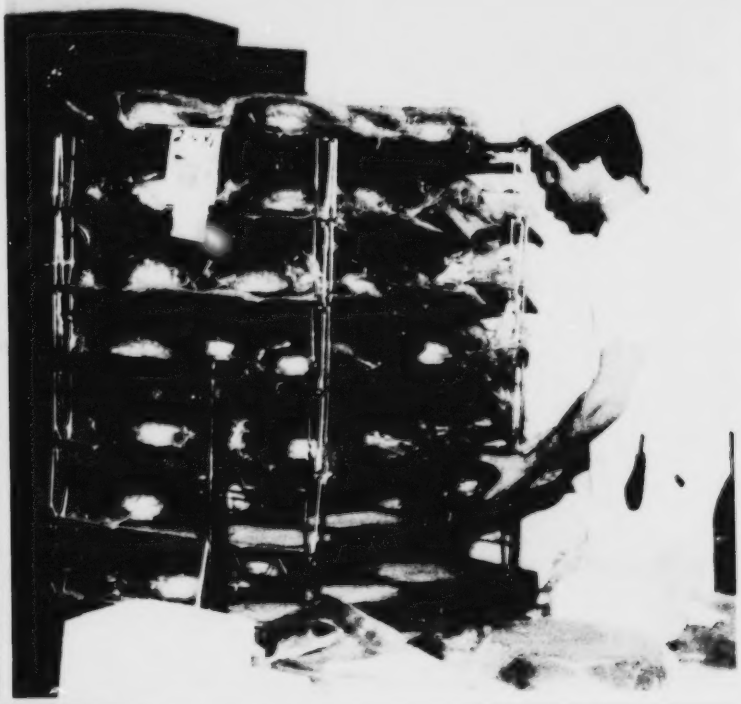
The Canadian
Dairy Commission

1980/81 Annual Report

La Commission
canadienne du lait

Rapport annuel 1980/81





The Honourable Eugene Whelan
Minister of Agriculture
Ottawa, Ontario

Dear Mr. Minister:

We are pleased to present the report on the operations and financial statements of the Canadian Dairy Commission for the dairy year 1980/81.

It was a good year for the industrial milk industry. The National Dairy Policy continues to receive the strong support of the dairy industry and has functioned well. Overall market demand for processing milk and cream remained stable while at the same time dairy farmers continued to receive increases to cover their costs of milk production as measured by the Returns Adjustment Formula which has been in continuous use since 1975.

Milk production increased slightly by 2.5% to fill domestic demand for dairy products and to take advantage of the increased export opportunities for whole milk products under the expanded special export program. The financial position of the Commission at the end of the year is excellent with a $9.4 million surplus in the export fund which will be carried forward into the next year.

The Commission's total volume of financial transactions increased 17.2% from 1979/80 to $1.1 billion in 1980/81. This involved $278 million in subsidy payments, $135 million in levies from milk producers, $648 million in purchase and sales of dairy products, $15 million in marketing expenses funded by government and $5.5 million in general administration and research.

National supply management continues to operate successfully with the wholehearted support of the dairy industry and provincial governments across Canada. This year's milk production at year-end was within minus 0.07% of domestic and pre-planned export requirements.

The Audited Financial Statements which were presented to you and made public previously are reprinted at the back of this publication. We wish to bring to your attention that although the Auditor General in his covering Auditor's Report to those statements remarked that in his opinion the producer levies "have been instituted without benefit of regulation and are, therefore, ultra vires of the Canadian Dairy Commission", a subsequent legal opinion sought by the Commission from the Department of Justice states that in this matter the Auditor General's opinion is not accurate in so far as it concerns the situation of the producers' levies.

The major review of the National Dairy Policy got under way in 1980/81 and therefore no changes were made during the year. The review process included public consultations with major interest groups and provincial governments which were generally supportive of the policy. Additional research into costs of milk production was still continuing at the end of the dairy year.

Special efforts undertaken since 1976 to expand export marketing paid off with in-

Honorable Eugene F. Whelan,
Ministre de l'Agriculture,
Ottawa, Ontario

Monsieur le ministre,

Il nous fait plaisir de vous présenter le rapport sur les opérations et les états financiers de la Commission canadienne du lait pour l'année laitière 1980/81.

Le secteur du lait de transformation a connu une bonne année. La politique laitière nationale continue de recevoir un appui soutenu de l'industrie laitière et a bien fonctionné. La demande globale du marché pour le lait de transformation et la crème est demeurée stable alors que parallèlement les fermiers laitiers ont continué de recevoir des augmentations pour couvrir les coûts de production du lait tels que mesurés par la formule d'ajustement des revenus qui a été utilisée continuellement depuis 1975.

La production de lait a augmenté légèrement de 2,5% pour répondre à la demande domestique de produits laitiers et pour profiter des chances accrues d'exportation pour les produits de lait entier en vertu du programme spécial d'exportation élargi. La position financière de la Commission à la fin de l'année est excellente avec un surplus de 9,4 millions de dollars au chapitre du fonds d'exportation, surplus qui sera appliqué à la nouvelle année.

Le volume total des transactions financières de la Commission a augmenté de 17,2% en 1980/81 comparé à 1979/80, atteignant 1,1 milliard de dollars en 1980/81. Cela a impliqué un montant de 278 millions de dollars en paiements de subventions, 135 millions en retenues des producteurs laitiers, 648 millions dans l'achat et la vente de produits laitiers, 15 millions en dépenses de mise en marché pris à même le fonds gouvernemental et 5,5 millions de dollars en recherche et en administration générale.

La gestion nationale des approvisionnements continue d'opérer avec succès et bénéficie de l'appui enthousiaste de l'industrie laitière et des gouvernements provinciaux à travers le Canada, La production laitière à la fin de l'année était en deçà de – 0,07% des besoins domestiques et des exportations planifiées.

Les états financiers vérifiés qui vous ont été présentés et qui ont été rendus publics antérieurement sont reproduits plus loin dans cette publication. Nous aimerions attirer votre attention sur le fait que quoique le Vérificateur général ait fait remarquer dans son rapport sur la vérification qu'à son avis ''les cotisations des producteurs ont été établies sans l'apport de règlement et vont, par conséquent, au-delà des pouvoirs de la Commission canadienne du lait'', un avis juridique subséquent demandé par la Commission auprès du ministère de la Justice conclut qu'en cette matière, l'opinion du Vérificateur général n'est pas exacte en ce qui concerne la question des cotisations des producteurs.

La révision en profondeur de la politique laitière nationale a débuté en 1980/81 et par conséquent aucun changement ne fut effectué durant l'année. Le processus de révision incluait des consultations publiques avec les groupes d'intérêt les plus importants et avec les gouvernements provinciaux, lesquels en général ont

creased sales of whole milk products in consumer size packages. This market is expected to remain strong into the new year with stiff competition from other countries. Commitments were made to finance the rapid depreciation of three new processing facilities for whole milk products. These financial arrangements were undertaken in areas where the new production capacity would not disrupt the supply of dairy products for the domestic market. This was achieved by locating the new plants where there was existing butter and skim milk powder production of which there is plentiful capacity in Canada.

Dairy farmers, through their levies, continued to cover all costs of exporting dairy products, including the rapid amortization of construction costs at the three new whole milk product plants.

While negotiations for a new comprehensive milk marketing plan for industrial milk and cream are underway, the existing arrangements between provinces continue to operate effectively under the administration of the Canadian Milk Supply Management Committee.

In summary, the National Dairy Policy of the Government of Canada continues to foster stability in the domestic dairy industry. It provides fair returns to efficient farmers and provides Canadian consumers with adequate supplies of quality dairy products. We feel the Canadian Dairy Commission is achieving its objectives in this regard.

Yours truly,

Gilles Choquette	Chairman
Elwood Hodgins	Vice-Chairman
Clifford McIsaac	Commissioner

donné leur appui à la politique. D'autres recherches portant sur les coûts de production du lait se poursuivaient toujours à la fin de l'année laitière.

Des efforts particuliers entrepris depuis 1976 pour élargir le marché d'exportation se traduisirent par un accroissement des ventes de produits de lait entier présentés dans un empaquetage dont le format convient aux consommateurs. On s'attend à ce que ce marché demeure vigoureux pendant la prochaine année avec toujours une concurrence énergique de la part des autres pays. On s'est engagé à financer la dépréciation accélérée de trois nouvelles usines de transformation de produits de lait entier. Ces arrangements financiers ont été mis de l'avant dans des régions où la nouvelle capacité de production ne perturbera pas l'approvisionnement de produits laitiers destinés au marché domestique. On a réussi cela en établissant les nouvelles usines là où il existait déjà une production de poudre de lait écrémé et de beurre, production dont le potentiel est surabondant au Canada.

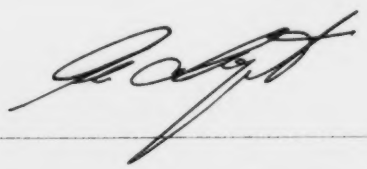
Les producteurs laitiers, au moyen de leurs retenues, ont continué à couvrir tous les coûts d'exportation des produits laitiers, y compris la dépréciation accélérée des coûts de construction des trois nouvelles usines de produits de lait entier.

Pendant que des négociations se poursuivent dans le but d'obtenir un nouveau plan global de commercialisation pour le lait de transformation et la crème, les accords qui existent présentement entre les provinces continuent de fonctionner de façon efficace sous l'administration du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait.

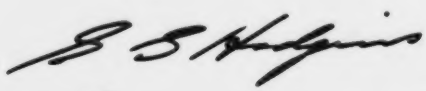
En résumé, la politique laitière nationale du Gouvernement du Canada continue d'encourager la stabilité dans l'industrie laitière domestique. Elle assure des revenus équitables aux producteurs qui font preuve d'efficacité et garantit aux consommateurs canadiens en approvisionnement suffisant de produits laitiers de bonne qualité. Nous croyons que la Commission canadienne du lait a atteint ses objectifs dans ce domaine.

Sincèrement vôtre,

Président



Vice-président



Commissaire

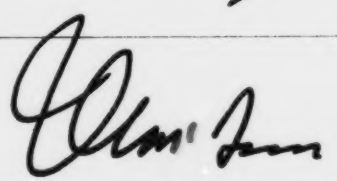


Table of Contents

The Canadian Dairy Industry	8
The Canadian Dairy Commission	10
Dairy Support Operations	12
• Target Returns Level for Industrial Milk	12
Returns Adjustment Formula	16
• Subsidy paid on milk production	18
Milk Production Reporting	18
Producers who shipped milk and cream for manufacturing purposes	20
• Product Price Support Program	20
Volumes of butter and skim milk powder handled	26
Cheddar cheese	26
• Import Controls	26
• Milk Supply Management	28
Special Export Program Expanded	30
Supply Management Record	32
• Producer Levies	32
Marketing	36
• Domestic	36
• International	40
Seasonality of Milk Production	48
Integration	52
Commission Personnel	54
Consultative Committee	54
Information and Public Relations	56
Financial Summary	58
Audited Financial Statements 1980/81	60

Tables

1. Target Returns Structure	12
2. Target Returns, Assumed Market Returns, Federal Subsidy,	14
3. Returns Adjustment Formula components	16
4. Total Subsidy Payment	18
5. Subsidy Paid on Industrial Milk and Cream to Producers	20
6. Producers who Shipped Industrial Milk and Cream	22
7. Production of Industrial Milk and Cream	24
8. Federal Support Prices for Butter, Skim Milk Powder and Cheese	28
9. Market Sharing Quota Entitlement	30
10. Levies Remitted to the C.D.C. by Provinces	32
11. Levy Rates	34
12. C.D.C. Marketing Activities	36
13. Distribution between Summer and Winter Months Industrial Milk and Cream Production Only	50
14. Distribution between Summer and Winter Months All Milk: Fluid and Industrial Production	50
15. Progress in Integration	52

Table des matières

L'industrie laitière canadienne	9
La Commission canadienne du lait	11
Soutien financier du secteur laitier	13
• Revenu visé pour le lait de transformation	13
Formule d'ajustement des revenus	17
• Subventions sur la production laitière	19
Rapports de production laitière	19
Producteurs qui livrent du lait et de la crème aux fins de transformation	21
• Programme de soutien des prix des produits laitiers	21
Quantités de beurre et de poudre de lait écrémé manutentionnées	27
Fromage cheddar	27
• Contrôle des importations	27
• Gestion des approvisionnements de lait	29
Programme spécial d'exportation	33
Bilan de la gestion des approvisionnements	33
• Retenues	33
Activités de commercialisation	37
• Situation du marché domestique	37
• Situation du marché international	43
Production laitière saisonnière	49
Intégration	53
Personnel de la Commission	55
Comité consultatif de la Commission	55
Information et relations publiques	57
Sommaire de la situation financière	59
États financiers 1980/81	61

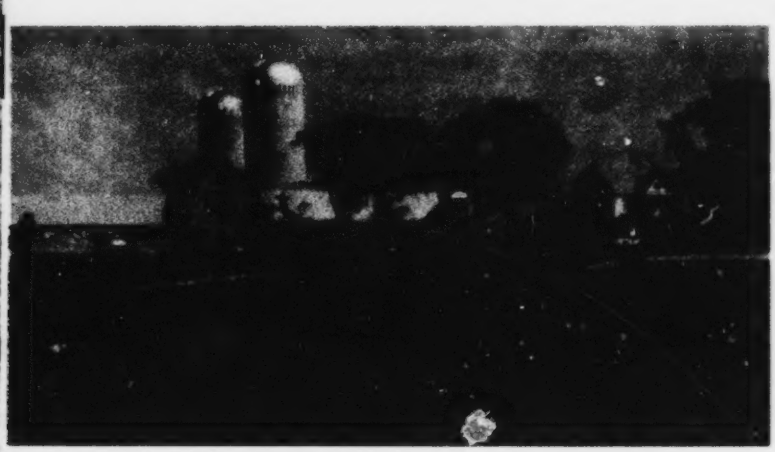
Tableaux

1. Structure du revenu visé	13
2. Revenu visé, revenu estimatif du marché et subventions fédérales	15
3. Composantes de la formule d'ajustement des revenus	17
4. Subventions totales	19
5. Subventions versées aux producteurs de lait de transformation et de crème	21
6. Producteurs qui ont livré du lait de transformation et de la crème	23
7. Production de lait de transformation et de crème	25
8. Prix de soutien fédéral pour le beurre, la poudre de lait écrémé et le fromage	29
9. Allocation des quotas de mise en marché	31
10. Retenues remises à la C.C.L. par les provinces	33
11. Taux des retenues	35
12. Activités de mise en marché de la Commission canadienne du lait	37
13. Répartition de la production de lait entre les mois d'été et d'hiver Production de lait de transformation et de crème seulement	51
14. Répartition de la production de lait entre les mois d'été et d'hiver Toute la production de lait de consommation et de transformation	51
15. Évolution de l'intégration	53

The production of milk and milk products in Canada is managed under supply management systems operating at the national and provincial levels. There are two major milk markets, fluid milk (table milk and fresh cream) and industrial manufacturing milk and cream (used for processing into dairy products such as butter, cheese, skim milk powder, ice cream, yogurt, evaporated milk, etc.). While both of these milk markets are related, each is administered under separate supply management programs.

Fluid milk production and marketing is managed by each province independently. This milk is required fresh on a daily basis by consumers. Therefore the first priority of dairy farmers is to fill that market; prices paid to farmers for this milk are higher than for industrial milk because of the generally higher quality and all year-round daily production requirements. Unless other arrangements are made between provinces, the fluid milk consumed in a province is produced there and consequently the supply management, pricing etc. of fluid milk is within individual provincial jurisdiction. About 37% of all milk production in Canada is used in the market for fluid milk and fresh cream.

On the other hand, the industrial milk market is managed on a Canada-wide basis by the federal government in cooperation with the provinces. This is because products made from this milk often move between provinces and into international trade both of which come under federal jurisdiction. About 63% of milk production is used for industrial or manufacturing purposes.



The Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC) administers the national supply management program for industrial milk and cream under a federal-provincial agreement referred to as the Comprehensive Milk Marketing Plan. The Committee uses a system of Market Sharing Quotas to share the national market among provinces who in turn share their provincial allocation among their dairy farmers. Levies are collected by provincial agencies from producers on the basis of the volume of milk they produce to provide funds to cover costs when exporting products not needed in Canada and for deliberate whole milk products exported as a result of CMSMC decisions. They also serve as a means of controlling milk production.

A national Target Price or Target Returns Level for industrial milk is established using a cost of production formula referred to as the Returns Adjustment Formula. Milk producers achieve the Target Returns level through a combination of market returns (negotiated within each province) and the federal subsidy on industrial milk and cream production.

In order to provide efficient milk producers an opportunity to earn fair returns for their milk, the Canadian Dairy Commission (CDC) administers a dairy support program comprised of an offer-to-purchase program for butter and skim milk powder.

The Government pays farmers part of the Target Returns price as a subsidy which both reduces the cost of dairy products to consumers as well as results in a larger market for farmers to supply than would be the case without the subsidy.

Imports of dairy products are controlled in order to protect the Canadian dairy industry against unfair competition from heavily subsidized imports and to protect the national supply management of industrial milk.

The Canadian Dairy Commission administers export marketing programs for dairy products. The products are mainly skim milk powder, evaporated milk, whole milk powder, cheddar and variety cheese. In addition export assistance is paid on a variety of exported dairy products such as UHT milk and on the milk portion of other foods containing dairy ingredients.

La production de lait et de produits laitiers au Canada est contrôlée par le truchement d'un système de gestion des approvisionnements fonctionnant au niveau provincial et fédéral. Il existe deux marchés de lait importants: celui du lait de consommation (le lait "à boire" et la crème fraîche) ainsi que celui du lait de transformation et de la crème (utilisés dans la transformation de produits laitiers comme le beurre, le fromage, la poudre de lait écrémé, la crème glacée, le yogourt, le lait évaporé, etc.) Même si ces deux marchés laitiers sont interreliés, ils sont toutefois gérés en vertu de programmes distincts de gestion des approvisionnements.

La production et la commercialisation du lait de consommation sont sous le contrôle exclusif de chacune des provinces. Parce que les consommateurs exigent du lait frais chaque jour, les producteurs doivent en priorité combler quotidiennement les besoins de ce marché. Les producteurs touchent un prix plus élevé pour ce lait que pour le lait de transformation, parce qu'on exige généralement une meilleure qualité et qu'on exige une production quotidienne à l'année longue. À moins d'ententes particulières entre les provinces, le lait nature consommé dans une province est produit dans cette même province et par conséquent la gestion des approvisionnements, la fixation du prix, etc. du lait de consommation est du ressort de chacune d'entre elles. La production de lait de consommation accapare environ 37% du marché du lait au Canada.

Par ailleurs, le marché du lait de transformation tombe sous la responsabilité du gouvernement fédéral qui le gère sur une base nationale en collaboration avec les provinces. Pourquoi? Parce que les produits fabriqués à partir du lait de transformation sont transportés d'une province à l'autre d'une part, et d'autre part, font l'objet d'échanges commerciaux internationaux, deux domaines de juridiction fédérale. Environ 63% de la production laitière est utilisée à des fins de transformation.

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (C.C.G.A.L.) administre le programme national de gestion des approvisionnements de lait de transformation et de crème en vertu d'une entente fédérale-provinciale connue sous le nom de Plan global de commercialisation du lait. Le Comité utilise un système de quota de mise en marché pour répartir le marché national entre les provinces, lesquelles en retour partagent leur quota provincial entre leurs producteurs laitiers. Des retenues sont perçues par les agences provinciales sur la production laitière des producteurs. Ces retenues sont destinées à absorber les pertes lorsque les surplus de produits canadiens sont dirigés vers les marchés internationaux ou lorsque le C.C.G.A.L. décide d'exporter des produits de lait entier. Enfin, ces retenues servent également à contrôler la production laitière.

On calcule le niveau du revenu visé ou du prix visé pour la production de lait de transformation en utilisant une formule basée sur le coût de production, dite formule d'ajustement des revenus. Les producteurs laitiers atteignent leur niveau de revenus visés en combinant leurs revenus du marché (négociés à l'intérieur de chacune des provinces) à la subvention fédérale sur la production de lait de transformation et de crème.

En vue d'assurer des revenus équitables aux producteurs efficaces, la Commission canadienne du lait (C.C.L.) administre un programme de soutien des prix des produits laitiers incluant un programme d'offre d'achat pour le beurre et la poudre de lait écrémé.

Le gouvernement verse aux producteurs, sous forme de subventions, une partie du revenu visé, ce qui a le double résultat de réduire le coût des produits laitiers à la consommation ainsi que d'assurer à ces mêmes producteurs un marché plus vaste.

Les importations de produits laitiers sont contrôlées dans le but de protéger l'industrie laitière canadienne contre une concurrence injuste résultant d'importations généreusement subventionnées et pour protéger la gestion nationale des approvisionnements en lait de transformation.

La Commission canadienne du lait administre les programmes de commercialisation des produits laitiers destinés à l'exportation. Les principaux produits exportés sont la poudre de lait écrémé, le lait évaporé, la poudre de lait entier, le fromage cheddar et les fromages fins. En outre, la Commission verse une aide à l'exportation sur nombre de produits laitiers tel le lait UHT et sur les ingrédients laitiers contenus dans certaines denrées.

The Commission plays a major role in developing Canada's dairy industry. It is a federal crown corporation established by an Act of Parliament in October 1966. There are three Commissioners appointed by the Governor in Council, one of whom is the chairman and Chief Executive Officer and another the vice-chairman. The Commission is accountable to Parliament through the Minister of Agriculture. Its offices are in Ottawa.

The objects of the Commission, as stated in its Act, are:

- to provide efficient producers of industrial milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment and
- to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality.

To assist the Commission with advice on production and marketing of dairy products, the Act provides for a Consultative Committee of nine members, appointed by the Minister, who represent a variety of interests.

In carrying out its mandate which includes implementing the National Dairy Policy of the Government of Canada, the Commission calculates the Target Returns level for industrial milk and the federal dairy support prices, pays subsidy on industrial milk and cream production, calculates the levies to be collected by provincial marketing boards and agencies, administers a large marketing program for the domestic and export markets, is involved in import/export policy for dairy products and develops recommendations on matters of dairy policy and administration for the Government of Canada.

A member of the Commission chairs the Canadian Milk Supply Management Committee, and in doing so, the Commission coordinates national supply management of industrial milk and cream production.

Under its Act, the Commission has the power to purchase, package, process, store, ship, import, export, or sell or otherwise dispose of any dairy product purchased by it. It may make payments for the benefit of producers of milk and cream for the purpose of stabilizing the price of those products, which payments may be made on the basis of volume, quality or on such other basis as the Commission deems appropriate. It can also make investigations into any matter relating to the production, processing or marketing of any dairy product, including the cost of producing, processing or marketing that product; can undertake and assist in the promotion of the use of dairy products, the improvement of the quality and variety thereof and the publication of information in relation thereto.

La Commission canadienne du lait joue un rôle majeur dans le développement de l'industrie laitière. Il s'agit d'une société de la couronne mise sur pied en octobre 1966 en vertu d'une loi du Parlement. Elle est dirigée par trois commissaires nommés par le Gouverneur général en conseil. L'un d'entre eux occupe le poste de président et fonctionnaire administratif en chef et un autre celui de vice-président. La Commission doit rendre compte au Parlement par le biais du ministre de l'Agriculture. Elle a son siège social à Ottawa.

Les objectifs poursuivis par la Commission tels qu'exprimés dans sa loi constitutive sont les suivants:

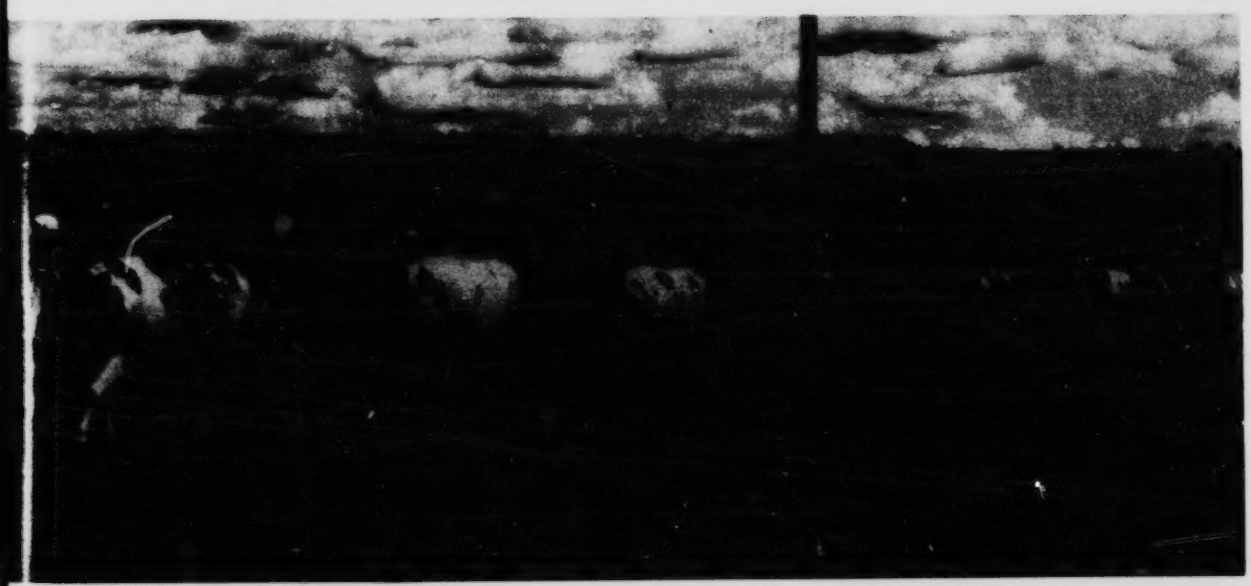
- offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement;
- assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

La loi constitutive de la Commission prévoit également la mise sur pied d'un comité consultatif de neuf membres nommés par le ministre. Le rôle de ce Comité, représentant un éventail d'intérêts divers, consiste à conseiller la Commission sur la production et la mise en marché des produits laitiers.

Dans le cours de la réalisation de son mandat qui comprend l'application de la politique laitière nationale du Gouvernement du Canada, la Commission calcule le revenu visé pour le lait de transformation et les prix de soutien fédéraux, verse des subventions sur la production de lait de transformation et de crème, calcule aussi les retenues que doivent prélever les agences et les offices provinciaux de mise en marché, administre un imposant programme de mise en marché domestique et étranger; elle est engagée dans l'établissement des politiques d'importation et d'exportation de produits laitiers et propose au Gouvernement du Canada des recommandations sur les questions ayant trait à l'administration de la politique laitière.

Un membre de la Commission préside le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, et ce faisant, la Commission coordonne la gestion nationale des approvisionnements de lait de transformation ainsi que la production de crème.

En vertu de sa loi constitutive, la Commission peut acheter, empaqueter, transformer, entreposer, expédier, importer, exporter ou vendre ou autrement aliéner tout produit laitier acheté par elle. Elle peut faire des paiements au profit des producteurs de lait de transformation et de crème aux fins de stabiliser le prix de ces produits, ces paiements pouvant être faits d'après le volume, la qualité ou tout autre barème que la Commission peut estimer approprié. Elle peut faire des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation de tout produit laitier et notamment au prix de revient de la production, du traitement ou de la commercialisation de ce produit; elle peut également encourager et aider à encourager la consommation des produits laitiers, l'amélioration de leur qualité et l'augmentation de leur variété, et la publication de renseignements qui s'y rapportent.



The Commission administers a comprehensive set of programs in support of the objectives for the dairy industry, described in this Report under the following headings:

- Target Returns for Industrial Milk
- Subsidy Paid on Milk Production
- Product Price Support Program
- Import Controls
- Milk Supply Management
- Producer Levies

Target Returns for Industrial Milk

The Target Returns, sometimes referred to as the Target Price, is the level of returns the Government of Canada feels efficient milk producers should receive to cover their cash costs, labor and investment in the production of industrial milk. It is calculated using the Returns Adjustment Formula, a formula measuring changes in milk production costs, established in 1975.

Attaining the Target Returns is possible because the Government of Canada, through the Canadian Dairy Commission, is prepared to purchase butter and skim milk powder at stated prices. These prices are set in relation to the Target Returns after an allowance for an assumed processor's margin.

The manner in which producers receive the Target Returns is through the market returns for processed dairy products and the federal subsidy which is paid at a uniform rate across Canada.

The actual market returns the producer receives results from agreements or negotiations between producer agencies and processors at the provincial level. The processor's margin to cover processing costs varies slightly from province to province from the "assumed processors' margin" determined by the Government of Canada depending on the impact of various negotiated factors within each province such as volumes of milk, marketing costs, etc. As a result, the actual returns producers achieve also varies slightly from province to province.

An example of how federal offer-to-purchase prices for butter and skim milk powder support the Target Returns for milk is illustrated in table 1. The announced August 1, 1980 national Target Returns for producers of $34.61 per hectolitre was achieved through the federal subsidy ($6.03

Table 1

Target Returns Structure (at August 1, 1980)

Government offer-to-purchase support prices			
Butter		**Skim Milk Powder**	
$ 3.51 /kilo		$ 2.13 /kilo	
× 4.32	(amount of butter in a hl of milk at 3.6% butterfat)	× 8.24	(amount of skim milk powder in a hl of milk at 3.6% butterfat)
= $ 15.16			
		− $ 4.13/hl	Assumed Processors' Margin
		= $ 28.58/hl	Estimated Producers Market Returns
		+ $ 6.03/hl	Direct Subsidy

* In practice, the Target Returns for industrial milk is the first figure derived, using the Returns Adjustment Formula, from which is derived the offer-to-purchase the support prices for butter and skim milk powder.

La Commission canadienne du lait administre un ensemble de programmes qui viennent soutenir les objectifs de l'industrie laitière décrits dans ce rapport sous les rubriques suivantes:

- revenu visé pour le lait de transformation
- subventions versées sur la production de lait
- programmes de soutien des prix de produits laitiers
- contrôle des importations
- gestion des approvisionnements de lait
- retenues des producteurs

Revenu visé pour le lait de transformation

Le revenu visé, quelquefois appelé prix visé, est le niveau de revenu que devraient toucher, d'après le Gouvernement du Canada, les producteurs efficaces pour couvrir les déboursés comptants, le coût de la main-d'oeuvre ainsi que les investissements pour produire du lait de transformation. On l'établit en utilisant la formule d'ajustement des revenus adoptée en 1975, qui elle, mesure les changements dans les coûts de production du lait.

Il est possible d'atteindre le revenu visé parce que le Gouvernement du Canada, par le biais de la Commission canadienne du lait, est disposé à acheter le beurre et la poudre de lait écrémé au prix établi. Ces prix sont fixés en fonction d'un revenu visé et après avoir alloué une marge théorique aux transformateurs.

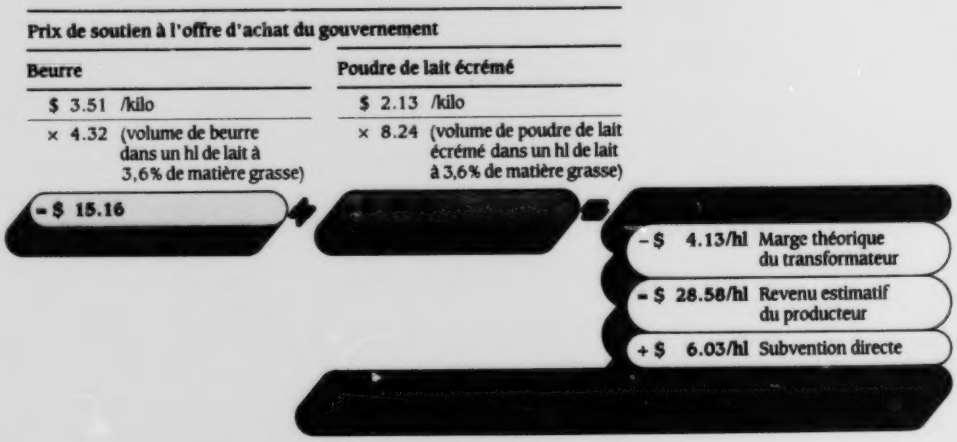
Les producteurs reçoivent leur revenu visé par le biais du prix du marché pour les produits laitiers transformés et de la subvention fédérale, laquelle est versée à un taux uniforme dans tout le pays.

Le revenu réel que le producteur retire du marché résulte d'ententes ou de négociations entre les agences de producteurs et les transformateurs à l'échelle provinciale. La marge des transformateurs qui sert à couvrir les frais de transformation varie légèrement d'une province à l'autre, par rapport à la "marge théorique des transformateurs" déterminée par le Gouvernement du Canada, selon les effets de différents facteurs négociés dans chacune des provinces, dont le volume de lait, les coûts de mise en marché etc. Ainsi, le revenu réel que touchent les producteurs varie quelque peu d'une province à l'autre.

Le tableau 1 illustre la façon dont les prix d'offre d'achat fédéraux pour le beurre et la poudre de lait écrémé soutiennent le revenu visé pour le lait. Par exemple, le revenu visé des producteurs

Tableau 1

Structure du revenu visé (au 1er août 1980)



* En pratique, le revenu visé pour le lait de transformation constitue la première donnée obtenue en utilisant la formule d'ajustement des revenus, par la suite, on obtient les prix de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé.

per hectolitre) and the projected market returns ($28.58 per hectolitre) after an allowance for an assumed processor's margin.

During the 1980/81 dairy year, there were 3 adjustments to the Target Returns level as a result of changes indicated by the Formula. These are outlined in table 2.

Table 2

Industrial Milk: Target Returns, Assumed Market Returns and Federal Subsidy from April 1971 to April 1981

Dairy year		Assumed market[1] returns through price support program	+	Federal subsidy	=	Target Returns level for producers
				($/hl milk)		
1971/72	April 1	9.05		2.83		11.88
	August 16	9.62		2.83		12.45
	October 1	9.62		2.83		12.45
1972/73	April 1	10.07		2.83		12.90
1973/74	April 1	11.57		3.29		14.86
	August 1	11.91		3.29		15.20
1974/75	April 1	14.07		5.22		19.29
	June 1	14.07		5.81		19.88
	August 1	15.54		5.81		21.35
	January 24	16.92		5.81		22.73
1975/76	April 1	18.97		6.03		25.00
	July 1	18.97		6.03		25.00
	October 1	18.97		6.03		25.00
1976/77	April 1	19.94		6.03		25.97
1977/78	April 4	20.87		6.03		26.90
	January 1	21.60		6.03		27.63
1978/79	April 1	22.14		6.03		28.17
	January 1	23.32		6.03		29.35
	April 1	24.12		6.03		30.15
1979/80	August 1	24.98		6.03		31.01
	December 28	26.59		6.03		32.62
	April 1	27.28		6.03		33.31
1980/81	August 1	28.58		6.03		34.61
	January 1	29.67		6.03		35.70
	April 1	30.58		6.03		36.61

(1) Assumed market returns to milk producers is based on the federal support prices for butter and skim milk powder after an allowance for a processing margin.

de $34.61 l'hectolitre annoncé le 1er août 1980 fut atteint en calculant la subvention fédérale ($6.03 l'hectolitre) et le revenu estimatif sur le marché ($28.58 l'hectolitre) après avoir alloué une marge théorique aux transformateurs.

Dans le cours de l'année laitière 1980/81, trois ajustements furent apportés au niveau du revenu visé en raison de changements indiqués par la formule d'ajustement des revenus. Ces ajustements apparaissent au tableau 2.

Tableau 2

Lait de transformation: revenu visé, revenu estimatif sur le marché et subventions fédérales d'avril 1971 à avril 1981

Année laitière		Revenu estimatif (1) sur le marché par le truchement des prix de soutien	+	Subvention fédérale	=	Niveau du revenu visé pour les producteurs
				($/hl lait)		
1971/72	1er avril	9.05		2.83		11.88
	16 août	9.62		2.83		12.45
	1er octobre	9.62		2.83		12.45
1972/73	1er avril	10.07		2.83		12.90
1973/74	1er avril	11.57		3.29		14.86
	1er août	11.91		3.29		15.20
1974/75	1er avril	14.07		5.22		19.29
	1er juin	14.07		5.81		19.98
	1er août	15.54		5.81		21.35
	24 janvier	16.92		5.81		22.73
1975/76	1er avril	18.97		6.03		25.00
	1er juillet	18.97		6.03		25.00
	1er octobre	18.97		6.03		25.00
1976/77	1er avril	19.94		6.03		25.97
1977/78	4 avril	20.87		6.03		26.90
	1er janvier	21.60		6.03		27.63
1978/79	1er avril	22.14		6.03		28.17
	1er janvier	23.32		6.03		29.35
	1er avril	24.12		6.03		30.15
1979/80	1er août	24.98		6.03		31.01
	28 décembre	26.59		6.03		32.62
	1er avril	27.28		6.03		33.31
1980/81	1er août	28.58		6.03		34.61
	1er janvier	29.67		6.03		35.70
	1er avril	30.58		6.03		36.31

(1) Les revenus estimatifs tirés du marché par les producteurs laitiers sont basés sur les prix de soutien du beurre et de la poudre de lait écrémé après avoir alloué une marge de transformation.

Returns Adjustment Formula

The Formula was established in 1975 to indicate changes in the cost of producing industrial milk in Canada.

The formula is used during the course of the dairy year to adjust the Target Returns level for industrial milk from the base cost of production set in 1975. An adjustment in the Target Returns level is allowed when the formula indices change by 2% or more. Current practice is for no more than three Target Returns level changes during a dairy year, including that of the first of the year, and these changes must be at least three months apart. Further, no changes occur during October, November and December which are peak dairy product marketing and consumption months.

All increases in the Target Returns level during 1980/81 resulted from changes indicated by the Formula.

The components of the Formula and their weights are outlined in more detail in table 3:

a) 45% An index of dairy cash input prices to evaluate costs in dairy production. (See table 3, a)

b) 35% The Consumer Price Index as a measure of changes in the earnings of operator and family labour. (See table 3, b)

c) 20% This portion of the formula is not indexed and was established in 1975 to reflect producers capital and investment costs. This amount was set at $5.00 per hectolitre in 1975 as 20% of the formula which indicated a Target Returns of $25.00 per hectolitre at that time. Although this element has not been adjusted since 1975, provision for its use existed, using a number of factors, for example:

Table 3

Returns Adjustment Formula Components(1)

a) 45% **Index of the Dairy Cash Input Prices by quarter, 1975 to 1981 (1970-72=100)**

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I	167.1	170.2	177.8	184.5	202.2	231.2	265.1
II	167.2	171.0	184.5	188.8	208.6	234.3	271.7
III	168.1	171.0	181.3	190.2	217.6	243.0	274.1
IV	168.2	172.5	178.5	193.4	223.4	250.7	

b) 35% **Consumer Price Index (1971 = 100)**

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I	133.3	145.6	155.5	169.2	185.6	202.0	226.6
II	136.2	147.8	159.1	173.3	189.4	207.6	233.7
III	140.9	150.0	162.6	177.7	193.1	213.5	240.6
IV	143.7	152.2	166.1	180.5	197.6	219.5	

c) 20% **Judgmental factor used to reflect producers investment costs. It has remained at $5.00 per hectolitre as set in 1975 and is not indexed.**

Weights in the Index of Cash Input Prices

Cash Costs(2)	Weights
	(%)
16% dairy ration	13.4
Other materials and services index (veterinary medicine, other livestock expense, misc. haulage and fees)	7.8
Hired farm labour	6.6
Machinery repairs	3.1
Fertilizer	3.1
Property taxes	2.8
Petroleum products	2.0
Seed	1.9
Electricity	1.9
Building repairs	1.4
Artificial insemination	.6
Custom work	.4
Total Cash Cost Items	**45.0%**

(1) Base: The $25.00 per hectolitre announced for April 1, 1975 is used as the Base Return.

(2) Items from the Statistics Canada "Farm Input Price Index" used as corresponding cash costs to producers.

Formule d'ajustement des revenus

La formule d'ajustement des revenus fut établie en 1975 dans le but d'indiquer les changements dans les coûts de production du lait de transformation au Canada.

On utilise la formule au cours de l'année laitière pour ajuster le niveau du revenu visé pour le lait de transformation par rapport au coût de production de base établi en 1975. Intervient alors un changement du niveau du revenu visé lorsque les indices de la formule varient de 2% ou plus. La coutume veut qu'il n'y ait pas plus de trois changements de prix au cours d'une année laitière, incluant celui du début de campagne; de plus, ces changements doivent respecter un intervalle d'au moins trois mois. Enfin, aucun changement de prix n'est autorisé au cours des mois d'octobre, novembre et décembre, période où l'on enregistre la plus forte consommation de produits laitiers.

Toutes les augmentations du revenu visé survenues en 1980/81 faisaient suite aux changements indiqués par la formule.

Les trois principaux éléments de la formule et leur pondération sont les suivants (vous trouverez tous les détails au tableau 3):

a) 45% l'indice des coûts en espèces des intrants permettant d'évaluer les coûts inhérents à la production laitière, (détails au tableau 3 a)

b) 35% l'indice des prix à la consommation, qui indique les variations de revenus des exploitants et de la main-d'oeuvre familiale (détails au tableau 3 b).

c) 20% cet élément n'est pas indexé. Il fut établi en 1975 afin de refléter les coûts d'investissement et de capital. En 1975, ce montant avait été fixé à $5.00 l'hectolitre et représentait 20% de la formule puisqu'à ce moment-là, le revenu visé était de $25.00 l'hectolitre de lait. Bien

Tableau 3

Composantes de la formule d'ajustement des revenus[1]

a) 45% Indice des prix d'entrée au comptant par trimestre, 1975 à 1981 (1970-1972=100)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I	167.1	170.2	177.8	184.5	202.2	231.2	265.1
II	167.2	171.0	184.5	188.8	208.6	234.3	271.7
III	168.1	171.0	181.3	190.2	217.6	243.0	274.1
IV	168.2	172.5	178.5	193.4	223.4	250.7	

b) 35% Indice des prix au consommateur (1971 = 100)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I	133.3	145.6	155.5	169.2	185.6	202.0	226.6
II	136.2	147.8	159.1	173.3	189.4	207.6	233.7
III	140.9	150.0	162.6	177.7	193.1	213.5	240.6
IV	143.7	152.2	166.1	180.5	197.6	219.5	

c) 20% Le facteur d'appréciation utilisé pour fixer le coût des investissements. Il n'a pas varié et n'a pas été indexé depuis 1975, alors qu'il était établi à $5.00 l'hectolitre.

Pondération de l'indice des prix d'entrée au comptant

Coûts comptants[2]	Pondération
	(%)
16% ration laitière	13.4
Indice des matériaux et services divers (médecine vétérinaire, dépense de bétail, transport et frais divers)	7.8
Main d'oeuvre salariée à la ferme	6.6
Réparation de machinerie	3.1
Engrais	3.1
Taxes foncières	2.8
Produits pétroliers	2.0
Graines	1.9
Électricité	1.9
Réparation de bâtiments	1.4
Insémination artificielle	.6
Travail sur commande	.4
Total des items à prix comptant	**45.0%**

(1) Base: Le prix de $25.00 l'hectolitre annoncé le 1er avril 1975 est utilisé comme base de revenu.

(2) Données de Statistique Canada "Indice des prix d'entrée au comptant" utilisées pour établir les coûts au comptant correspondants des producteurs.

- significant changes occurring in levels of dairy product stocks,
- changes occurring in other milk producing countries to dairy producer returns, and,
- major changes in competitive processing costs.

Subsidy Paid on Milk Production

The Government of Canada pays a subsidy to milk producers on all their industrial milk and cream shipments within Market Sharing Quota used to make dairy products to supply Canadian Requirements and an agreed export program.

While the subsidy is paid directly to dairy farmers, it is regarded as a consumer subsidy because it keeps prices to Canadian consumers lower than they would be without it.

Milk used for Canadian Requirements

The direct subsidy for milk used in dairy products to supply Canadian Requirements was paid at a rate of $1.67 per kilo of butterfat or $6.03 per hectolitre of milk testing 3.6 kilos of butterfat. This level of subsidy has remained the same since 1975. Consequently as a percentage of the Target Returns it had dropped from 24% in 1975 to 16% by July 1981. The subsidy level has also been reduced in real terms by inflation and represented about $3.50 per hectolitre in 1981 compared to $6.03 in 1975.

During 1980/81, subsidy was paid on all deliveries within 95% of the Market Sharing Quota held by individual producers. At year-end, the final payments included adjustments to pay subsidy on 100% of deliveries under Market Sharing Quotas during the year, 46.6 million hectolitres, as all the milk produced in Canada was needed to meet Canadian Requirements.

In 1980/81, the production of industrial milk and cream represented 46.6 million hectolitres of milk. The regular subsidy at the rate of $6.03 per hectolitre was paid on eligible shipments up to 44.4 million hectolitres of milk, the level of domestic market requirements. The rest of the milk was used in the special Export Program.

Milk used for the Export Program

In 1980/81, the subsidy on milk for the special Export Program was increased from $3.01 per hectolitre in 1979/80 to $6.03 per hectolitre and the size of the program was expanded from 1.32 million hectolitres to 2.2 million hectolitres. The milk produced under this program was 2.2 million hectolitres.

Milk Production Reporting

All producers of milk and cream in Canada who sell their product for manufacturing purposes must have a Market Sharing Quota and are registered with provincial milk marketing agencies and with the Canadian Dairy Commission.

Monthly shipments of milk and cream are reported to the Commission and these shipments form the basis for calculation of monthly subsidy payments which the Commission mails directly to producers. Shipments are also recorded by provincial boards and agencies responsible for the administration of the Market Sharing Quota program against a producer's Market Sharing Quota and on that basis, the producer's quota is managed and levy amounts collected. Levies collected by provincial agencies are then forwarded to the Commission to be applied against the costs of dairy products sold for export.

Table 4

Total Subsidy Payments

	Canadian Requirements	Export Program	Government of Canada Subsidy Payments
	(million hectolitres)		(millions of dollars)
1979/80	44.3	1	$269.5
1980/81	44.4	2.2	$278.3

Further details on the subsidy, amounts paid by province are listed in table 5.

que ce montant n'ait pas subi de modification depuis 1975, on aurait pu l'ajuster en tenant compte d'un certain nombre de facteurs, à savoir:

- une variation importante des stocks de produits laitiers,
- la variation des revenus des fermiers laitiers dans les autres pays producteurs, et
- des variations importantes des coûts de transformation concurrentiels.

Subventions sur la production laitière

Le Gouvernement du Canada verse aux producteurs de lait une subvention sur tout le lait de transformation et la crème produits à l'intérieur du quota de mise en marché et utilisés pour combler les besoins canadiens en produits laitiers et les exigences du programme d'exportation planifié.

Bien que la subvention soit versée directement aux producteurs laitiers, elle est perçue comme une subvention au consommateur parce qu'elle maintient les prix au détail plus bas qu'ils ne le seraient autrement.

Lait utilisé pour les besoins canadiens

Le montant de la subvention directe versée sur le lait utilisé pour combler les besoins canadiens en produits laitiers a été fixé à $1,67 le kilogramme de matière grasse ou $6,03 l'hectolitre de lait titrant 3,6 kilogrammes de matière grasse. Le même taux s'applique depuis 1975; donc, en termes de pourcentage par rapport au revenu visé, il est passé de 24% en 1975 à 16% en juillet 1981. Le niveau de subvention a aussi réellement diminué en raison de l'inflation, et ne représente plus que $3,50 l'hectolitre en 1981 par rapport à $6,03 en 1975.

En 1980/81, la subvention a été versée sur toutes les livraisons jusqu'à concurrence de 95% du quota de mise en marché détenu par les producteurs individuels. À la fin de l'année, les derniers paiements incluaient un ajustement afin de verser la subvention sur 100% des livraisons intérieur quota effectuées durant l'année, soit 46,6 millions d'hectolitres, puisque tout le lait produit au Canada s'est avéré nécessaire pour combler les besoins canadiens.

En 1980/81, la production de lait de transformation et de crème représentaient 46,6 millions d'hectolitres de lait. La subvention régulière de $6,03 l'hectolitre fut payée sur toutes les livraisons éligibles jusqu'à concurrence de 44,4 millions d'hectolitres, soit le niveau des besoins du marché domestique. Le restant du lait fut utilisé dans le programme spécial d'exportation.

Lait destiné au programme d'exportation

La subvention sur le lait destiné au programme spécial d'exportation est passée de $3,01 l'hectolitre en 1979/80 à $6,03 l'hectolitre en 1980/81; de plus le programme a été élargi, passant de 1,32 million d'hectolitres à 2,2 millions d'hectolitres et ces 2,2 millions d'hectolitres ont été produits en vertu du programme.

Rapports de production laitière

Au Canada, tous les producteurs de lait de transformation et de crème qui vendent leur produit pour fin de transformation doivent détenir un quota de mise en marché et sont enregistrés auprès de leur office de commercialisation provincial ainsi qu'auprès de la Commission canadienne du lait.

La Commission canadienne du lait reçoit chaque mois des rapports de production. Les subventions versées directement aux producteurs mensuellement sont calculées à partir de ces données sur les expéditions mensuelles. La Commission expédie les subventions directement aux producteurs. Les offices provinciaux responsables de l'administration des quotas de

Tableau 4

Subventions totales

	Besoins canadiens	Programme d'exportation	Subventions du Gouvernement du Canada
	(millions d'hectolitres)		(millions de dollars)
1979/80	44.3	1	$269.5
1980/81	44.4	2.2	$278.3

De plus amples détails sur le total des subventions versées à chacune des provinces apparaissent au tableau 5.

Table 5

Subsidy Paid on Industrial Milk and Cream to Producers

Provinces	1977/78	1978/79 16 months	1979/80 (1)	1980/81 (1)
		(thousand of dollars)		
Prince Edward Island (2)	$ 4,107	$ 6,145	$ 5,041	$ 4,903
Nova Scotia (2)	3,036	4,861	3,215	3,784
New Brunswick	2,164	3,203	3,533	2,901
Québec (2)	127,524	184,700	129,178	133,440
Ontario (2)	84,240	117,382	84,669	89,600
Manitoba	10,047	14,526	10,377	10,889
Saskatchewan	6,283	8,973	6,922	6,778
Alberta	17,421	22,615	17,858	16,750
British Columbia (2)	8,072	10,905	8,752	9,246
Total	**$262,894**	**$373,310**	**$269,544**	**$278,291**

(1) Includes subsidy paid on roughly 1 million hectolitres of milk for the special Export Program of $2.9 million in 1979/80 and on 2.2 million hectolitres for $3.68 million in 1980/81. (The 1980/81 amounts are detailed further in Schedule D of the Audited Financial Statements presented later in this publication.)
(2) Participant in optional special Export Program.

In order to ensure the milk production reported to the Commission for subsidy payment and levy collection purposes is accurate, the Commission audits processing plants and provincial marketing agencies' records.

Producers Who Shipped Milk and Cream for Manufacturing Purposes

During 1980/81, 55,733 producers made shipments as compared to 56,370 producers in the previous year. Of the total, 5,971 left dairying and 4,574 new producers began shipping during the year.

The number of producers, by province, who made shipments during 1980/81 are listed in table 6.

Product Price Support Program

The Commission administers an "Offer-to-purchase" program for butter and skim milk powder which in turn influences wholesale prices for all dairy products. The federal government pays the financing, handling, storage and most of the transport costs of the dairy products purchased by the Commission. The program creates the mechanism through which producers may achieve the Target Returns level. It enables individual provincial marketing agencies to set different price levels for various uses of industrial milk using the federal support prices as a base.

The program also ensures plentiful supplies of fresh dairy products for consumers by having the Commission hold butter stocks across Canada for immediate use when needed, in particular during the low milk production months of winter. In 1980/81, the magnitude of this program was such that the Commission purchased 21.1% of the butter and 66.5% of the skim milk powder produced in Canada. All of the butter purchased was subsequently used for domestic consumption.

The Commission uses a combination of purchasing and selling procedures to support various marketing strategies. For example in the case of butter under Plan "A" conditions, 40-93 score butter is purchased at the support price and 39-92 score at two cents a

Tableau 5

Subventions versées aux producteurs de lait de transformation et de crème

Provinces	1977/78	1978/79 16 mois	1979/80 (1)	1980/81 (1)
		(milliers de dollars)		
Île-du-Prince-Édouard (2)	$ 4,107	$ 6,145	$ 5,041	$ 4,903
Nouvelle-Écosse (2)	3,036	4,861	3,215	3,784
Nouveau-Brunswick	2,164	3,203	3,533	2,901
Québec (2)	127,524	184,700	129,178	133,440
Ontario (2)	84,240	117,382	84,669	89,600
Manitoba	10,047	14,526	10,377	10,889
Saskatchewan	6,283	8,973	6,922	6,778
Alberta	17,421	22,615	17,858	16,750
Colombie-Britannique (2)	8,072	10,905	8,752	9,246
Total	**$262,894**	**$373,310**	**$269,544**	**$278,291**

(1) Inclut les subventions versées sur environ 1 million d'hectolitres de lait livré en vertu du programme spécial d'exportation, soit $2,9 millions en 1979/80 et sur 2,2 millions d'hectolitres en 1980/81, soit $3,68 millions. (Les montants versés en 1980/81 sont livrés de façon plus détaillée à l'annexe D des états financiers vérifiés apparaissant plus loin dans ce rapport.

(2) Provinces participant au programme spécial d'exportation.

mise en marché se servent également de ces données pour suivre l'évolution de l'utilisation des quotas par chacun des producteurs et, partant, pour gérer ces quotas et prélever les retenues. Les offices provinciaux font parvenir les prélèvements à la Commission, sommes qui sont appliquées au paiement des frais d'exportation des produits laitiers.

Afin de s'assurer de la justesse de la production de lait rapportée à la Commission aux fins de versement de la subvention et du prélèvement des retenues, la Commission vérifie les livres des usines de transformation et les dossiers des agences provinciales de commercialisation.

Producteurs qui livrent du lait et de la crème aux fins de transformation

Un nombre total de 55 733 producteurs ont effectué des livraisons en 1980/81 par rapport à 56 370 l'année précédente. De ce nombre, 5 971 ont abandonné la production alors que 4 574 nouveaux producteurs commençaient à livrer.

Le tableau 6 fournit le nombre de producteurs qui ont livré en 1980/81 dans chacune des provinces.

Programme de soutien des prix des produits laitiers

La Commission administre un programme d'offre d'achat pour le beurre et la poudre de lait écrémé et le gouvernement fédéral assure le financement, la manutention, l'entreposage et la plus grande partie des frais de transport des produits laitiers ainsi achetés, ce qui en retour influence les prix de gros de tous les produits laitiers. Le programme établit le mécanisme par lequel les producteurs peuvent réaliser le niveau du revenu visé parce qu'il permet à chacune des agences provinciales de mise en marché d'établir un niveau de prix différent pour les divers usages du lait de transformation en se basant sur les prix de soutien fédéraux.

Table 6

Producers Who Shipped Industrial Milk and Cream(1)

	1977/78				1978/79 (16 months)			
	Fl./Ind.	Ind.	Cream	Total	Fl./Ind.	Ind.	Cream	Total
Prince Edward Island	129	616	529	1,274	148	567	466	1,181
Nova Scotia	750	4	305	1,059	726	14	308	1,048
New Brunswick	520	19	541	1,080	533	6	497	1,036
Québec	4,737	19,925	322	24,984	4,804	19,044	236	24,084
Ontario	9,664	5,034	2,807	17,505	10,451	2,492	2,867	15,810
Manitoba	1,526	67	3,641	5,234	1,502	26	3,326	4,854
Saskatchewan	554	411	5,650	6,615	637	353	5,273	6,263
Alberta	1,104	910	5,639	7,653	1,282	710	5,027	7,019
British Columbia	1,271	3	88	1,362	1,213	17	65	1,295
Canada	**20,255**	**26,989**	**19,522**	**66,776**	**21,296**	**23,229**	**18,065**	**62,590**

	1979/80				1980/81			
	Fl./Ind.	Ind.	Cream	Total	Fl./Ind.	Ind.	Cream	Total
Prince Edward Island	148	488	418	1,054	143	518	364	1,025
Nova Scotia	704	14	315	1,033	697	14	301	1,012
New Brunswick	533	0	428	961	539	0	417	956
Québec	6,001	15,784	104	21,889	7,937	13,984	65	21,986
Ontario	10,156	2,061	2,718	14,935	10,143	1,922	2,692	14,757
Manitoba	1,403	10	2,724	4,137	1,378	0	2,594	3,972
Saskatchewan	662	248	4,256	5,166	714	263	4,074	5,051
Alberta	1,339	543	4,087	5,969	1,463	563	3,721	5,747
British Columbia	1,144	30	52	1,226	1,137	46	44	1,227
Canada	**22,090**	**19,17[illegible]**	**15,102**	**56,370**	**24,151**	**17,310**	**14,272**	**55,733**

(1) "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets. "Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk. "Cream" are dairy farmers shipping farm separated cream.

Tableau 6

Producteurs qui ont livré du lait de transformation et de la crème[1]

	1977/78				1978/79 (16 mois)			
	Nat./ind.	Ind.	Crème	Total	Nat./ind.	Ind.	Crème	Total
Île-du-Prince-Édouard	129	616	529	1,274	148	567	466	1,181
Nouvelle-Écosse	750	4	305	1,059	726	14	308	1,048
Nouveau-Brunswick	520	19	541	1,080	533	6	497	1,036
Québec	4,737	19,925	322	24,984	4,804	19,044	236	24,084
Ontario	9,664	5,034	2,807	17,505	10,451	2,492	2,867	15,810
Manitoba	1,526	67	3,641	5,234	1,502	26	3,326	4,854
Saskatchewan	554	411	5,650	6,615	637	353	5,273	6,263
Alberta	1,104	910	5,639	7,653	1,282	710	5,027	7,019
Colombie-Britannique	1,271	3	88	1,362	1,213	17	65	1,295
Canada	**20,255**	**26,989**	**19,522**	**66,776**	**21,296**	**23,229**	**18,065**	**62,590**

	1979/80				1980/81			
	Nat./ind.	Ind.	Crème	Total	Nat./ind.	Ind.	Crème	Total
Île-du-Prince-Édouard	148	488	418	1,054	143	518	364	1,025
Nouvelle-Écosse	704	14	315	1,033	697	14	301	1,012
Nouveau-Brunswick	533	0	428	961	539	0	417	956
Québec	6,001	15,784	104	21,889	7,937	13,984	65	21,986
Ontario	10,156	2,061	2,718	14,935	10,143	1,922	2,692	14,757
Manitoba	1,403	10	2,724	4,137	1,378	0	2,594	3,972
Saskatchewan	662	248	4,256	5,166	714	263	4,074	5,051
Alberta	1,339	543	4,087	5,969	1,463	563	3,721	5,747
Colombie-Britannique	1,144	30	52	1,226	1,137	46	44	1,227
Canada	**22,090**	**19,178**	**15,102**	**56,370**	**24,151**	**17,310**	**14,272**	**55,733**

(1) "Nature/industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation. "Industriel": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation. "Crème": producteurs qui livrent de la crème séparée à la ferme.

Table 7

Production of Industrial Milk and Cream[1]

	1977/78			1978/79 (16 months)		
	(1,000 kilograms of butterfat)					
	Fl./Ind.	Ind.	Total	Fl./Ind.	Ind.	Total
Prince Edward Island	204	2,248	2,452	620	3,029	3,649
Nova Scotia	1,601	218	1,819	2,574	335	2,909
New Brunswick	812	471	1,283	1,309	587	1,896
Québec	10,742	70,973	81,715	15,974	95,144	111,118
Ontario	32,086	20,076	52,162	49,830	19,665	69,495
Manitoba	4,398	1,857	6,255	6,642	2,187	8,829
Saskatchewan	629	3,199	3,828	1,271	4,105	5,376
Alberta	2,629	7,801	10,430	5,152	8,453	13,605
British Columbia	5,015	80	5,095	6,615	125	6,740
Canada	**58,116**	**106,923**	**165,039**	**89,987**	**133,630**	**223,617**

	1979/80			1980/81		
	(1,000 kilograms of butterfat)					
	Fl./Ind.	Ind.	Total	Fl./Ind.	Ind.	Total
Prince Edward Island	547	2,287	2,834	594	2,346	2,940
Nova Scotia	2,031	267	2,298	2,051	241	2,292
New Brunswick	1,205	368	1,573	1,411	309	1,720
Québec	16,415	63,136	79,551	29,629	51,119	80,746
Ontario	40,617	11,692	52,309	42,594	10,826	53,420
Manitoba	4,883	1,276	6,159	5,381	1,220	6,601
Saskatchewan	1,241	2,300	3,541	1,980	2,074	4,054
Alberta	5,045	4,571	9,616	6,424	3,705	10,129
British Columbia	5,536	95	5,631	5,561	137	5,698
Canada	**77,520**	**85,992**	**163,512**	**95,623**	**71,977**	**167,600**

(1) "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets. "Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk.

Tableau 7

Production de lait de transformation et de crème[1]

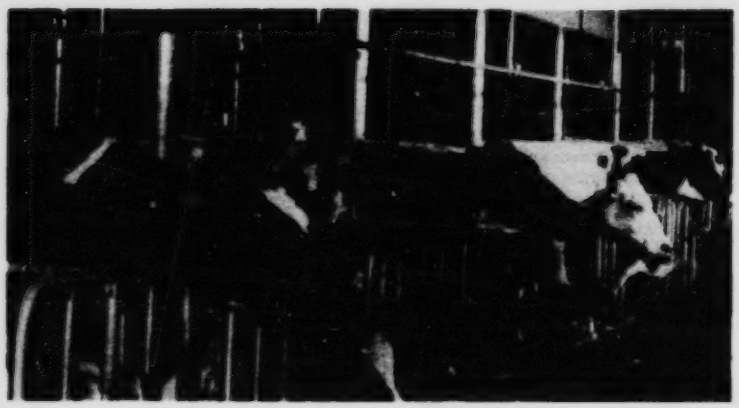
	1977/78			1978/79 (16 mois)		
	(1,000 kilogrammes de matière grasse)					
	Nat./ind.	Ind.	Total	Nat./ind.	Ind.	Total
Île-du-Prince-Édouard	204	2,248	2,452	620	3,029	3,649
Nouvelle-Écosse	1,601	218	1,819	2,574	335	2,909
Nouveau-Brunswick	812	471	1,283	1,309	587	1,896
Québec	10,742	70,973	81,715	15,974	95,144	111,118
Ontario	32,086	20,076	52,162	49,830	19,665	69,495
Manitoba	4,398	1,857	6,255	6,642	2,187	8,829
Saskatchewan	629	3,199	3,828	1,271	4,105	5,376
Alberta	2,629	7,801	10,430	5,152	8,453	13,605
Colombie-Britannique	5,015	80	5,095	6,615	125	6,740
Canada	**58,116**	**106,923**	**165,039**	**89,987**	**133,630**	**223,617**

	1979/80			1980/81		
	(1,000 kilogrammes de matière grasse)					
	Nat./ind.	Ind.	Total	Nat./ind.	Ind.	Total
Île-du-Prince-Édouard	547	2,287	2,834	594	2,346	2,940
Nouvelle-Écosse	2,031	267	2,298	2,051	241	2,292
Nouveau-Brunswick	1,205	368	1,573	1,411	309	1,720
Québec	16,415	63,136	79,551	29,629	51,119	80,746
Ontario	40,617	11,692	52,309	42,594	10,826	53,420
Manitoba	4,883	1,276	6,159	5,381	1,220	6,601
Saskatchewan	1,241	2,300	3,541	1,980	2,074	4,054
Alberta	5,045	4,571	9,616	6,424	3,705	10,129
Colombie-Britannique	5,536	95	5,631	5,561	137	5,698
Canada	**77,520**	**85,992**	**163,512**	**95,623**	**71,977**	**167,600**

(1) "Nature/Industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation. "Industriel": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation.

kilo less. Under normal circumstances purchasing is discontinued between November 1 and March 31, because all the milk produced in this period is needed for fresh products in demand in the same period. This policy encourages processors to market their own butter.

Under the Plan "B" butter program, the Commission purchases a manufacturer's butter and resells it back to him within a stated period of time. This encourages processors to develop customer preference and premiums for quality and packaging. The Commission tries to confine its purchases to only between May 1 and September 15, and processors must buy products back between October 1 and March 31. The Plan "B" solids (bulk 25 kilo boxes) are purchased at eleven cents a kilo less than 40-93 score Plan "A". Plan "B" (1 pound prints) are four cents less than Plan "B" solids.



Volumes of Butter and Skim Milk Powder handled

The Commission began the fiscal year August 1, 1980 with 17.78 million kilograms of butter and 18.01 million kilograms of skim milk powder in inventory. During the year, the Commission purchased 21.96 million kilograms of butter and 79.54 million kilograms of skim milk powder. Sales to manufacturers were 25.64 million kilograms of butter and exports were 64.94 million kilograms of skim milk powder, leaving a closing inventory of 14.11 million kilograms of butter and 32.62 million kilograms of skim milk powder as at July 31, 1981.

The support prices for butter (40-93 score) and skim milk powder in carlots, delivered to basing points, Canada First Grade quality, and meeting Canadian Dairy Commission specifications are listed in table 8.

Designated basing points for purchases of butter and skim milk powder were Charlottetown, Halifax, Saint John, Montreal, Toronto, Winnipeg, Yorkton, Edmonton and Vancouver.

Cheddar Cheese

The Commission has for some years considered it unnecessary to purchase cheese in order to support the Target Returns for milk. As a result, there is a nominal support price of $1.32 per kilogram for cheddar cheese which is far below the market price and hence none was purchased or sold by the Commission.

Import Controls

The supply of industrial milk production in Canada is managed in relation to market requirements for butterfat and consequently, it becomes necessary to control imports. Without controls, the stability achieved in the domestic market could be disrupted at any time by fluctuating levels of imports supported in large measure by subsidies paid by the treasuries of foreign governments creating unfair competition for Canadian dairy farmers and processors.

Imports of most dairy products are subject to import control measures. During this period, other than casein, a small amount of buttermilk powder, chocolate crumb, and some dairy products mixed in combination with other ingredients for products such as animal feed, the only other import allowed was cheese under a national quota.

Canadian producers and processors have already benefited from this policy in the case of cheese. While variety cheese imports have assisted in the development of consumer demand for new cheese varieties, many of which are now produced in Canada, import limits imposed by the quota has enabled the industry to take full advantage of any increase in domestic cheese demand.

A cheese import quota was first implemented in 1975 at 22.7 million kilograms. This was reduced to 20.4 million kilograms in 1978 when imports represented 11.0% of total domestic consumption in Canada. In 1981 cheese imports represented 9.4%. The improvement in the ratio of cheese imports to domestic consumption continues to bring Canada's ratio closer to that of other major

Le programme assure aux consommateurs un approvisionnement suffisant de produits laitiers frais, du fait que la Commission détient des inventaires de beurre partout dans le pays pour utilisation immédiate lorsque nécessaire, et en particulier durant les mois d'hiver où la production de lait est plus faible. En 1980/81, l'importance de ce programme était telle que la Commission a acheté 21,1% du beurre et 66,5% de la poudre de lait écrémé produits au Canada, Tous ces achats de beurre furent ensuite écoulés pour consommation domestique.

Afin de soutenir ses différentes stratégies de mise en marché la Commission utilise une combinaison de procédures d'achat et de vente. Par exemple, dans le cas du beurre de Plan "A" de notation 40-93, le beurre est acheté au prix de soutien alors qu'on paie 2 cents de moins le kilo pour le beurre de notation 39-92. Habituellement, les achats de beurre sont interrompus entre le 1er novembre et le 31 mars parce que tout le lait produit au cours de cette période est utilisé pour répondre à la demande de produits frais. Cette attitude encourage les transformateurs à commercialiser eux-mêmes leur beurre.

Dans le cas du beurre de Plan "B", la Commission achète le beurre des fabricants et le leur revend à l'intérieur d'une période donnée. Ceci incite les transformateurs à mettre au point un produit recherché par le consommateur tant pour sa qualité que pour son empaquetage. La Commission tente de limiter ses achats à la seule période allant du 1er mai au 15 septembre, et les transformateurs doivent racheter les produits entre le 1er octobre et le 31 mars. Le beurre en bloc de Plan "B" (boîtes de 25 kilos en vrac) est acheté à 11 cents de moins le kilo que le beurre de Plan "A" de notation 40-93. Le beurre de Plan "B" en pain d'une livre est payé 4 cents de moins que le beurre de Plan "B" en bloc.

Quantités de beurre et poudre de lait écrémé manutentionnés

La Commission a amorcé son année financière le 1er août 1980 avec 17,78 millions de kilogrammes de beurre et 18,01 millions de kilogrammes de poudre de lait écrémé en inventaire. Au cours de l'année, la Commission a acheté 21,96 millions de kilogrammes de beurre et 79,54 millions de kilogrammes de poudre de lait écrémé. Les ventes aux fabricants ont atteint 25,64 millions de kilogrammes de beurre et les exportations s'élevaient à 64,94 millions de kilogrammes de poudre de lait écrémé, ce qui laissait en inventaire à la fermeture le 31 juillet 1981, 14,11 millions de kilogrammes de beurre et 32,62 millions de kilogrammes de poudre de lait écrémé.

Le tableau 8 offre la liste des prix de soutien du beurre de notation 40-93 et de la poudre de lait écrémé, Canada première catégorie, répondant aux normes de la Commission et livrés en wagonnée aux points d'achat désignés.

Les points d'achat désignés pour le beurre et la poudre de lait écrémé sont Charlottetown, Halifax, St-Jean, Montréal, Toronto, Winnipeg, Yorkton, Edmonton et Vancouver.

Fromage cheddar

Depuis quelques années, la Commission estime inutile d'acheter du fromage afin de soutenir le revenu visé pour le lait. Un prix de soutien nominal de $1,32 le kilogramme fut institué pour le fromage cheddar, ce qui est de beaucoup inférieur au prix du marché et par conséquent la Commission n'en a ni acheté, ni vendu.

Contrôle des importations

Au Canada, la gestion des approvisionnements en lait de transformation est directement liée aux besoins du marché en matière grasse, il est donc indispensable de contrôler de près les importations. La stabilité du marché domestique peut être menacée à n'importe quel moment par une fluctuation des importations subventionnées dans une large mesure par la trésorerie des gouvernements étrangers. Cette concurrence est injuste pour les manufacturiers et les producteurs laitiers canadiens.

L'importation de la plupart des produits laitiers est sujette à des mesures de contrôle. Mis à part la caséine, une infime quantité de poudre de babeurre, de miettes de chocolat et quelques produits laitiers combinés à d'autres produits comme les moulées, les seules importations de produits laitiers qu'a permises le Canada furent des importations de fromages contingentées.

Les producteurs et les transformateurs de fromages canadiens ont déjà bénéficié de cette politique. Alors que les fromages fins importés ont contribué à développer le goût des consommateurs canadiens pour une plus grande variété de fromages, dont plusieurs sont maintenant fabriqués ici, les limites qu'impose le quota aux importations ont permis à l'industrie de bénéficier pleinement de toute hausse de la demande domestique de fromage.

Un quota d'importation de fromage de 22,7 millions de kilogrammes fut mis en place en 1975. Il fut ramené à 20,4 millions de kilos en 1978, alors que les importations représen-

Table 8

Federal Support Prices for Butter, Skim Milk Powder and Cheese

Effective Date		Butter	Skim milk powder	Cheddar Cheese
			($/kilogram)	
1972	April 1	1.50	0.64	1.19
1973	April 1	1.57	0.77	1.19
	Aug. 1	1.57	0.84	1.19
1974	April 1	1.70	1.10	1.32
	Aug. 1	1.87	1.19	1.32
1975	Jan. 24	1.98	1.30	1.32
	April 1	2.27	1.41	1.32
1976	April 1	2.38	1.50	1.32
1977	April 4	2.60	1.54	1.32
1978	Jan. 1	2.69	1.59	1.32
	April 1	2.80	1.63	1.32
1979	Jan. 1	2.91	1.72	1.32
	April 1	3.02	1.79	1.32
	Aug. 1	3.13	1.84	1.32
	Dec. 28	3.26	1.97	1.32
1980	April 1	3.34	2.01	1.32
	Aug. 1	3.51	2.13	1.32
1981	Jan. 1	3.63	2.20	1.32
	April 1	3.78	2.28	1.32

dairy nations – for example the roughly 3.1% in the European Economic Community (E.E.C.) in 1980 and 5.8% and 6.0% respectively in 1980 and 1981 in the United States.

Overall, Canada was a net exporter of dairy products by roughly $78 million in 1980 and $120 million in 1981.

Milk Supply Management

The responsibility for managing industrial milk production in relation to demand in Canada rests with the Canadian Milk Supply Management Committee. The Committee consists of representatives of provincial producer marketing boards, provincial government agencies and the Canadian Dairy Commission which acts as Chairman. The Committee administers the Comprehensive Milk Marketing Plan signed by provinces (all except Newfoundland) and the federal government.

To achieve the goal of balancing industrial milk and cream production with the demand for dairy products, the Committee uses a system of Market Sharing Quota (M.S.Q.) to share the market requirements for industrial milk and cream among provinces and producers and as an equitable basis for collecting levies to pay for export marketing costs.

In 1980/81, the steps used to build up the National Market Share Quota total were first the determination of an estimate of domestic requirements for the year to which was added one third of the milk needed for the special Export Program. To this amount, referred to as Canadian Requirements, is added a sleeve

Tableau 8

Prix de soutien fédéral pour le beurre, la poudre de lait écrémé et le fromage

Date d'entrée en vigueur		Beurre	Poudre de lait écrémé	Fromage cheddar
			($/kilogramme)	
1972	1er avril	1.50	0.64	1.19
1973	1er avril	1.57	0.77	1.19
	1er août	1.57	0.84	1.19
1974	1er avril	1.70	1.10	1.32
	1er août	1.87	1.19	1.32
1975	24 janvier	1.98	1.30	1.32
	1er avril	2.27	1.41	1.32
1976	1er avril	2.38	1.50	1.32
1977	4 avril	2.60	1.54	1.32
1978	1er janvier	2.69	1.59	1.32
	1er avril	2.80	1.63	1.32
1979	1er janvier	2.91	1.72	1.32
	1er avril	3.02	1.79	1.32
	1er août	3.13	1.84	1.32
	28 décembre	3.26	1.97	1.32
1980	1er avril	3.34	2.01	1.32
	1er août	3.51	2.13	1.32
1981	1er janvier	3.63	2.20	1.32
	1er avril	3.78	2.28	1.32

taient 11% de la consommation globale de fromage au Canada. En 1981, les importations de fromage représentaient 9,4%. Cette amélioration dans le rapport entre la consommation domestique et les importations rapproche le Canada des restrictions à l'importation imposées par les principaux pays producteurs de lait: 3,1% dans les pays de la Communauté économique européenne en 1980 et 5,8% et 6,0% respectivement aux États-Unis en 1980 et 1981.

Dans l'ensemble, le Canada enregistre un surplus de ses exportations par rapport à ses importations de produits laitiers, $78 millions en 1980 et $120 millions en 1981.

Gestion des approvisionnements de lait

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (C.C.G.A.L.) est responsable de la gestion de la production de lait de transformation en fonction de la demande canadienne. Le Comité est formé de représentants des offices provinciaux de mise en marché, des agences gouvernementales provinciales et de la Commission qui le préside. Le Comité administre le Plan global de commercialisation du lait endossé par les provinces (excepté Terre-Neuve) et le gouvernement fédéral.

Pour équilibrer la production de lait de transformation et de crème et la demande de produits laitiers, le Comité utilise un système de quota de mise en marché afin de partager les besoins du marché entre les provinces et les producteurs et

Table 9

Market Sharing Quota Entitlement[1]

	Date of entry into Plan	M.S.Q. Entitlement August 1, 1979		After a 2% increase in requirements on January 23, 1980		M.S.Q. Entitlement August 1, 1980	
		(2)	(3)	(2)	(3)	(2)	(3)
Prince Edward Island	Dec. 1, 1971	3.184	.884	3.270	.908	3.334	.926
Nova Scotia	Apr. 1, 1974	2.049	.569	2.089	.580	2.223	.618
New Brunswick	Apr. 1, 1974	2.247	.624	2.291	.636	2.255	.626
Québec	Dec. 1, 1970	81.207	22.558	82.786	22.996	84.374	23.437
Ontario	Dec. 1, 1970	53.042	14.734	54.073	15.020	55.111	15.309
Manitoba	Jul. 1, 1972	6.605	1.835	6.733	1.870	6.656	1.849
Saskatchewan	Jul. 1, 1972	4.404	1.223	4.490	1.247	4.438	1.233
Alberta	Apr. 1, 1972	11.362	3.156	11.583	3.218	11.451	3.181
British Columbia	Oct. 1, 1973	5.243	1.456	5.345	1.485	5.447	1.513
Canada		**169.343**	**47.039**	**172.660**	**47.960**	**175.289**	**48.692**

(1) Since 1979/80, Market Sharing Quota includes milk needed for Canadian Requirements plus the preplanned special Export Program (2.2 million hectolitres) plus the Sleeve (5.8%).

(2) million kilograms

(3) million hectolitres

of 5.8% and then finally the remaining two thirds of the special Export Program, the total of which becomes the national Market Share Quota. This amount is then allocated among the provinces according to their agreed upon shares and any special allotments as established by the Committee. In turn, provinces share the provincial allotment among their producers according to provincial quota policies. These latter independently developed policies are subject to Canadian Dairy Commission approval because they form the basis of the subsidy payments the Commission is responsible for.

To assist in milk supply management on an annual basis, the dairy year or quota period starts after the flush milk production season of summer and runs from August 1 to July 31. This time frame encourages more even milk production throughout the year, an improvement which enables the Commission to reduce its costs for storage, finance and transport of products purchased under the offer-to-purchase program. For consumers, more even milk-flow means better availability of fresh dairy products.

The sleeve of 5.8% referred to above is an amount of Market Sharing Quota allocated to individual producers over and above the estimated Canadian Requirements for milk. It provides flexibility for individual producers and ensures there is sufficient milk produced on a national basis to meet Canadian Requirements by allowing some producers to make up for any lost milk production by other producers due to herd sickness, unfavorable weather, crop conditions, etc.

Special Export Program

In 1979, the Committee agreed to an export program of whole milk products up to the equivalent of 4.4 million hectolitres of milk, which was virtually equivalent to 10% of domestic requirements in 1980/81. With the program expansion of this year, 2.2 million hectolitres was eligible for Government of Canada subsidy at the rate of $6.03 per hectolitre. This export policy increases the Market Sharing Quota available to producers and eases the pressure on provinces needing more quota for local consumption. Further details on the program are supplied under the section on marketing operations.

Tableau 9

Allocation des quotas de mise en marché[1]

	La date d'adhésion au plan	Allocation du Q.M.M. 1er août 1979		Après une augmentation de 2% des besoins le 23 janvier 1980		Allocation du Q.M.M. 1er août 1980	
		(2)	(3)	(2)	(3)	(2)	(3)
Île-du-Prince-Édouard	1er déc. 1971	3.184	.884	3.270	.908	3.334	.926
Nouvelle-Écosse	1er avr. 1974	2.049	.569	2.089	.580	2.223	.618
Nouveau-Brunswick	1er avr. 1974	2.247	.624	2.291	.636	2.255	.626
Québec	1er déc. 1970	81.207	22.558	82.786	22.996	84.374	23.437
Ontario	1er déc. 1970	53.042	14.734	54.073	15.020	55.111	15.309
Manitoba	1er juil. 1972	6.605	1.835	6.733	1.870	6.656	1.849
Saskatchewan	1er juil. 1972	4.404	1.223	4.490	1.247	4.438	1.233
Alberta	1er avr. 1972	11.362	3.156	11.583	3.218	11.451	3.181
Colombie-Britannique	1er oct. 1973	5.243	1.456	5.345	1.485	5.447	1.513
Canada		**169.343**	**47.039**	**172.660**	**47.960**	**175.289**	**48.692**

(1) Depuis 1979/80, le quota de mise en marché inclut le lait nécessaire pour combler les besoins canadiens, plus le programme spécial d'exportation convenu à l'avance (2,2 millions d'hectolitres), plus la marge (5,8%).

(2) millions de kilogrammes

(3) millions d'hectolitres

comme base pour le prélèvement des retenues servant à combler les frais de mise en marché des exportations.

En 1980/81 les étapes suivies dans l'édification du quota de mise en marché national furent, premièrement, la détermination d'un estimé des besoins domestiques pour l'année, auquel on a ajouté un tiers du lait requis pour le programme spécial d'exportation. À ce volume, que l'on appelle les besoins canadiens, on ajoute une marge de 5,8% et puis finalement, les deux tiers restants du programme spécial d'exportation; le total devient le quota de mise en marché national. Ce montant est partagé ensuite entre les provinces selon une répartition des parts qu'elles ont acceptée antérieurement et en tenant compte de toute allocation spéciale qui aurait été permise par le Comité. À leur tour les provinces répartissent leur allocation provinciale parmi leurs producteurs selon les politiques de quotas provinciales. Ces dernières qui sont des politiques développées de façon indépendante sont soumises à l'approbation de la Commission canadienne du lait parce qu'elles forment la base des paiements de subventions dont la Commission est responsable.

Pour aider à l'administration des approvisionnements de lait sur une base annuelle, l'année laitière ou la période de quotas débute après la saison d'été, période de production abondante de lait, et se poursuit du 1er août au 31 juillet. Ce calendrier encourage une production laitière plus stable tout au long de l'année, une amélioration qui permet à la Commission de réduire ses coûts pour l'entreposage, le financement et le transport des produits acquis en vertu du programme d'offre d'achat. Pour les consommateurs, un écoulement plus régulier du lait signifie une meilleure disponibilité de produits laitiers frais.

La marge de 5,8% à laquelle on refère plus haut est une quantité de quota de mise en marché allouée aux producteurs en excédent des prévisions des besoins canadiens en lait. Elle permet une certaine souplesse et assure une production suffisante de lait à l'échelle du pays afin de répondre aux besoins canadiens en permettant à quelques producteurs de combler toute production perdue par un autre producteur en raison d'une maladie affectant le troupeau, de la mauvaise température, de l'état des récoltes, etc.

Supply Management Record

During the 1980/81 dairy year, 46.6 million hectolitres of milk was produced. This was within 0.07% of milk needed for Canadian Requirements plus the special export program, a combined 46.6 million hectolitres.

There was no interprovincial adjustment of quota during the year, by agreement of the Canadian Milk Supply Management Committee. Negotiations continue among provinces on a new Comprehensive Milk Marketing Plan which will contain provisions for possible future adjustments in provincial shares.

The Canadian Milk Supply Management Committee met six times during the 1980/81 dairy year.

1980	September 18 & 19	Vancouver
	November 20 & 21	Toronto
1981	January 27 & 28	Ottawa
	March 25 & 26	Ottawa
	May 20 & 21	Ottawa
	July 8 & 9	Ottawa

Levies

Costs incurred by the Canadian Dairy Commission in the export of dairy products and other marketing programs are recovered by levies collected from dairy farmers by provincial marketing boards and agencies and remitted to the Commission. Before setting the levy rates, the Commission first submits a marketing budget to the Canadian Milk Supply Management Committee for approval. Based on that budget, a levy rate structure is set. Provinces have agreed to be responsible in the event of a shortfall of levy funds; any surplus under $10 million is retained for the following year while the CMSMC decides on the disposition of any greater amount.

In 1980/81, the levies collected were the in-quota, skim-off, special export and over-quota levies which amounted to $134.6 million. For details by province, see table 10; for rates, see table 11.

A number of changes were made to the previous levy structure to streamline it and to take into account the expanded Export Program.

Table 10

Levies remitted to the CDC by provinces[1] [2]

	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81[3]
		(thousand of dollars)		
Prince Edward Island	$ 1,602	$ 2,020	$ 1,596	$ 2,190
Nova Scotia	1,523	2,278	1,421	2,014
New Brunswick	955	1,226	1,043	1,284
Québec	80,186	77,175	54,260	67,520
Ontario	46,856	44,890	35,977	42,242
Manitoba	4,438	4,768	3,660	4,520
Saskatchewan	2,021	2,560	1,862	2,407
Alberta	6,596	7,518	5,603	7,100
British Columbia	5,578	5,809	4,854	5,373
Total	**$ 149,755**	**$ 148,244**	**$ 110,276**	**$ 134,650**

(1) This is the net of all levies paid; contingency levies collected but refunded for 1978/79 and 1979/80 are not included.

(2) Levies collected for 1978/79 were for 16 months and other years were for 12 months.

(3) The totals are detailed further in Schedules B and C of the audited financial statements presented later in this publication.

Programme spécial d'exportation

En 1979, le Comité a consenti à mettre sur pied un programme d'exportation de produits de lait entier équivalant à 4,4 millions d'hectolitres de lait, ce qui correspondait environ à 10% des besoins domestiques en 1980/81. Avec l'élargissement du programme de cette année, 2,2 millions d'hectolitres étaient admissibles à la subvention du Gouvernement du Canada au tarif de $6,03 l'hectolitre. Cette politique d'exportation augmente le quota de mise en marché disponible aux producteurs et atténue la pression sur les provinces qui ont besoin de plus de quota pour la consommation locale. De plus amples détails concernant le programme sont fournis dans la rubrique portant sur les opérations de mise en marché.

Bilan de la gestion des approvisionnements

Pendant l'année laitière 1980/81, 46,6 millions d'hectolitres de lait ont été produits. Ceci était en deçà de 0,07% du lait requis pour les besoins domestiques en plus du programme spécial d'exportation, soit un volume combiné de 46,6 millions d'hectolitres.

Au cours de l'année, et avec l'accord du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, il n'y eut aucun ajustement interprovincial de quota. Les négociations se poursuivent entre les provinces sur un nouveau Plan global de commercialisation du lait qui contiendra des dispositions permettant des ajustements éventuels de quotas entre les provinces.

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait s'est réuni 6 fois au cours de l'année laitière 1980/81.

1980	Les 18 et 19 septembre	Vancouver
	Les 20 et 21 novembre	Toronto
1981	Les 27 et 28 janvier	Ottawa
	Les 25 et 26 mars	Ottawa
	Les 20 et 21 mai	Ottawa
	Les 8 et 9 juillet	Ottawa

Retenues

Les frais encourus par la Commission canadienne du lait pour l'exportation de produits laitiers et la mise en oeuvre de ses divers pro-

Tableau 10

Retenues remises à la CCL par les provinces[1] [2]

	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81[3]
		(milliers de dollars)		
Île-du-Prince-Édouard	$ 1,602	$ 2,020	$ 1,596	$ 2,190
Nouvelle-Écosse	1,523	2,278	1,421	2,014
Nouveau-Brunswick	955	1,226	1,043	1,284
Québec	80,186	77,175	54,260	67,520
Ontario	46,856	44,890	35,977	42,242
Manitoba	4,438	4,768	3,660	4,520
Saskatchewan	2,021	2,560	1,862	2,407
Alberta	6,596	7,518	5,603	7,100
Colombie-Britannique	5,578	5,809	4,854	5,373
Total	**$ 149,755**	**$ 148,244**	**$ 110,276**	**$ 134,650**

(1) Il s'agit des retenues nettes payées; les retenues d'appoint prélevées pour être ensuite remboursées en 1978/79 et en 1979/80 ne sont pas incluses.

(2) Les retenues ont été prélevées sur une période de 16 mois en 1978/79 et 12 mois au cours des autres années.

(3) Les montants totaux sont livrés en détail aux annexes B et C des états financiers vérifiés apparaissant plus loin dans ce rapport.

Table 11

Levy Rates

Dairy year		In-quota[1]	Export[2]	Skim-off[3]	Over-quota	Contingency[4]
				($/hl milk)		
1971/72	April 1	0.59	–	–	5.49	–
	August 16	0.45	–	–	4.65	–
	October 1	0.23	–	–	4.65	–
1972/73	April 1	0.23	–	–	4.65	–
1973/74	April 1	0.68	–	–	3.41	–
	August 1	0.23	–	–	3.41	–
1974/75	April 1	0.68	–	–	3.41	–
1975/76	April 1	1.02	–	–	9.08	–
	July 1	2.04	–	–	9.08	–
	October 1	1.47	–	–	9.08	–
1976/77	April 1	3.06	–	–	19.52	–
1977/78	April 4	2.72	–	0.57	15.89	–
1978/79	April 1	2.27	–	0.45	17.03	0.45
1979/80	August 1	2.27	0.11	0.45	18.15	0.57
1980/81	August 1	2.80	0.16	0.30	18.15	–

(1) In 1980/81, the in-quota levy incorporated the previous contingency levy.

(2) Introduced in 1979/80.

(3) Introduced in 1977/78.

(4) Introduced in 1978/79, discontinued by incorporation into the in-quota levy in 1980/81.

The former separate Contingency Levy which provided funds in the event there was unneeded sleeve production by year end was fully incorporated into the In-quota Levy. It ceased to exist as a separate levy and the refundable aspect of these funds was discontinued.

A special Export Program Levy was established for provinces participating in the program in order to provide funds to cover the costs associated with those preplanned whole milk exports. Participating provinces were Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Ontario and British Columbia.

Tableau 11

Taux des retenues

Année laitière		Intérieur quota[1]	Exportation[2]	Écrémage[3]	Hors quota	D'appoint[4]
				($/hl lait)		
1971/72	1er avril	0.59	–	–	5.49	–
	16 août	0.45	–	–	4.65	–
	1er octobre	0.23	–	–	4.65	–
1972/73	1er avril	0.23	–	–	4.65	–
1973/74	1er avril	0.68	–	–	3.41	–
	1er août	0.23	–	–	3.41	–
1974/75	1er avril	0.68	–	–	3.41	–
1975/76	1er avril	1.02	–	–	9.08	–
	1er juillet	2.04	–	–	9.08	–
	1er octobre	1.47	–	–	9.08	–
1976/77	1er avril	3.06	–	–	19.52	–
1977/78	4 avril	2.72	–	0.57	15.89	–
1978/79	1er avril	2.27	–	0.45	17.03	0.45
1979/80	1er août	2.27	0.11	0.45	18.15	0.57
1980/81	1er août	2.80	0.16	0.30	18.15	–

(1) En 1980/81, la retenue intérieur quota incluait l'ancienne retenue d'appoint.

(2) Introduite en 1979/80.

(3) Introduite en 1977/78.

(4) Introduite en 1978/79, puis intégrée à la retenue intérieur quota en 1980/81.

grammes de commercialisation sont recouvrés par le biais de retenues prélevées auprès des producteurs de lait par les offices provinciaux de mise en marché et remises ensuite à la Commission. Avant d'établir les taux des retenues, la Commission soumet d'abord un budget de mise en marché au Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait pour fin d'approbation. Conformément à ce budget, une structure de taux de retenue est établie. Les provinces ont consenti à prendre la responsabilité de tout déficit au fonds des retenues; tout surplus inférieur à 10 millions de dollars est retenu pour l'année suivante et le C.C.G.A.L. doit décider de la façon de disposer de toute somme plus importante.

En 1980/81, les retenues suivantes étaient prélevées: la retenue intérieur quota, la retenue sur l'écrémage, la retenue spéciale à l'exportation et la retenue hors quota. Elles totalisaient 134,6 millions de dollars. Pour plus de détails sur les montants payés par chacune des provinces, consultez le tableau 10; quant aux taux, ils apparaissent au tableau 11.

Nombre de changements furent apportés à la structure de retenue antérieure afin de la rationaliser et tenir compte de l'élargissement du programme d'exportation.

L'ancienne retenue d'appoint qui fournissait des fonds dans l'éventualité où on se retrouvait avec une production marginale excédentaire à la fin de l'année fut entièrement intégrée à la retenue intérieur quota. Elle a cessé d'exister en tant que retenue séparée de même que la notion de remboursement qui y était rattachée.

Une retenue spéciale pour le programme d'exportation fut mise en place pour les provinces participant au programme afin de fournir des fonds qui couvriraient les frais associés à ces exportations planifiées de lait entier. Les provinces participantes étaient l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique.

The Commission's marketing activities are in support of the overall policy objectives of the National Dairy Policy of the Government of Canada and other programs agreed-to by the Canadian Milk Supply Management Committee. For explanation purposes, these activities are divided into domestic and international marketing.

Domestic Marketing

The Commission's activities in the domestic market are the purchases of various dairy products (of which only butter is resold into the domestic market along with some denatured skim milk powder for animal feed), and the funding of dairy product advertising and product and market research.

Purchases and sales

In order to influence the market price paid for industrial milk, the Commission offers to buy butter and its skim milk powder by-product as explained earlier under Dairy Support Operations. In general, it is the intention to resell all the butter on the domestic market whereas the bulk of the skim milk powder is in excess of domestic demand and is sold on world markets.

In 1980/81, the Commission handled 22 million kilograms of butter or about 21% of the 104.5 million kilogram Canadian production. Of 119,602 million kilograms of powder produced, the Commission purchased directly 79,545 million kilograms or 66.5% and paid export assistance on another 12.1 million kilograms for a total 76.6% of all production. The remaining 23.4% was all sold domestically by processors.

Advertising

In 1976/77 the Government provided half a million dollars to promote the consumption of cheese. Out of this beginning grew a major

Table 12

Canadian Dairy Commission Marketing Activities under the Dairy Products Price Support Program 1977/78 to 1980/81[1]

		Purchases	Sales	Stocks at year end[4]	Imports
		(million of kilos)			
Butter					
	1977/78[3]	33.92	23.99	14.83	5.62[2]
	1978/79 (12 months)[3]	26.67	25.72	15.88	–
	(4 months)	12.32	4.19	24.00	–
	1979/80	20.13	26.04	18.17	–
	1980/81	21.97	25.64	14.50	–
Skim milk powder					
	1977/78[3]	107.46	171.19	16.78	–
	1978/79 (12 months)[3]	85.75	101.07	1.46	–
	(4 months)	34.55	20.31	15.70	–
	1979/80	77.23	67.34	25.59	–
	1980/81	79.54	64.94	40.19	–

(1) There were no cheese purchases during this period.

(2) Equivalent amount of butterfat exported as part of "Butterfat Exchange Program".

(3) Old year ended March 31, in later years ended July 31.

(4) Closing stocks at year-end have been adjusted for purchase and sales in opening inventories. Some product in inventory was sold but awaiting shipment to customers.

Les activités de mise en marché de la Commission viennent soutenir les objectifs d'ensemble de la politique laitière nationale du Gouvernement du Canada et des autres programmes endossés par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Pour faciliter la compréhension, ces activités sont partagées en deux catégories: domestiques et internationales.

Situation du marché domestique

Sur le marché domestique, la Commission achète divers produits laitiers (desquels seulement le beurre est revendu sur le marché domestique ainsi qu'une certaine quantité de poudre de lait dénaturée destinée à l'alimentation du bétail), et finance la promotion et la recherche sur les produits ainsi que la recherche de nouveaux débouchés.

Achats et ventes

Afin d'influencer le prix payé sur le marché pour le lait de transformation, la Commission offre d'acheter le beurre et le résidu de poudre de lait écrémé, tel qu'expliqué plus tôt au chapitre intitulé ''Soutien financier du secteur laitier''. De façon générale l'intention est de revendre tout le beurre sur le marché domestique, alors que la majeure partie de la poudre de lait écrémé constitue un excédent de la demande domestique et par conséquent est écoulée sur les marchés mondiaux.

Donc 22 millions de kilogrammes de beurre sont passés entre les mains de la Commission en 1980/81 ou 21% des 104,5 millions de kilogrammes produits au Canada. Des 119 602 millions de kilogrammes de poudre produites, la Commission en a acheté directement 79 545 millions de kilogrammes ou 66,5% et a versé une aide à l'exportation sur une autre quantité de 12,1 millions de kilogrammes pour

Tableau 12

Activités de mise en marché de la Commission canadienne du lait en vertu du programme de soutien des prix des produits laitiers, de 1977/78 à 1980/81[1]

		Achats	Ventes	Stocks à la fin de l'année[4]	Importations
			(millions de kilogrammes)		
Beurre					
	1977/78[3]	33.92	23.99	14.83	5.62[2]
	1978/79 (12 mois)[3]	26.67	25.72	15.88	–
	(4 mois)	12.32	4.19	24.00	–
	1979/80	20.13	26.04	18.17	–
	1980/81	21.97	25.64	14.50	–
Poudre de lait écrémé					
	1977/78[3]	107.46	171.19	16.78	–
	1978/79 (12 mois)[3]	85.75	101.07	1.46	–
	(4 mois)	34.55	20.31	15.70	–
	1979/80	77.23	67.34	25.59	–
	1980/81	79.54	64.94	40.19	–

(1) Il n'y eut aucun achat de fromage durant cette période.

(2) Quantité égale de matière grasse exportée dans le cadre du ''Programme d'échange de matière grasse''.

(3) L'ancienne année se terminait le 31 mars, elle se termine maintenant le 31 juillet.

(4) Les stocks de fermeture à la fin de l'année ont été ajustés en fonction des achats et des ventes à l'ouverture des stocks. Certains produits en stocks étaient vendus mais attendaient d'être expédiés aux clients.

program to encourage dairy producer participation in advertising and promotion. Subsequent funding was provided on a matching dollar for dollar basis.

In 1980, the Government notified producers it would phase out the funding of advertising by the end of 1980/81. Convinced of the value and necessity of this type of investment, producers had by then greatly expanded the program through their very professional marketing and promotion organization, the Dairy Bureau of Canada. The entire program is now funded by producers alone.

The program is generally credited with halting the previous decade old trend of declining per capita consumption of butter which is now stabilized at just under 4.5 kilos per capita. Cheese consumption increases were reinforced by the nation-wide promotion activities, in particular specialty cheese.

Government of Canada Funding

	Promotion	Product and Market Research
1976/77	$ 500,000	Nil
1977/78	$ 2,696,000	$ 260,000
1978/79	$ 3,856,000	$ 760,000
1979/80	$ 4,500,000	$ 651,000
1980/81	$ 2,100,000	$ 342,000

Research

The Commission's dairy research program continued to gain momentum with 22 proposals approved by the industry/government committee in 1980/81. This brought to 75 the total number of projects approved for funding since the program started in 1977/78.

The overall objective of the program is to increase the consumption and utilization of dairy products. As a result the program is oriented toward new product development, market analysis, manufacturing efficiency and the nutritional quality of dairy products. A great deal of emphasis is placed on the potential practical application when the industry/government committee is assessing research proposals.

In addition to continuing research on pilot plant use of membrane systems (reverse osmosis and ultra filtration) in the production of cheese and in the fermentation of whey, projects were approved to examine butter and cheese marketing, adapt foreign type cheeses to Canadian manufacturing conditions, resolve problems in cheese starters, and find solutions to quality problems in dairy products.

The Commission gives priority to "applied" as opposed to "basic" research. Those submitting proposals must address the economic feasibility, impact and the desire of industry for the research.

A seminar symposium was sponsored by the Commission to review and discuss the program, its achievements and to obtain suggestions for further improvement. As a result, greater emphasis is now placed on the practical application of the research being funded.

At the suggestion of the National Dairy Council of Canada, a cost sharing element was added to the program to encourage more participation by manufacturers. It provides for an undertaking by the Commission not to publish the results of a research program for a period of time depending on the extent of the total cost that is shared by a dairy product manufacture or processor.

Priority of Milk Use

Ensuring plentiful supplies of dairy products of high quality are available to consumers all year-round requires a strategy of ensuring the first use of milk is for fresh products. In general, this means milk first goes to fill fluid market demands, namely table milk and fresh creams. The remainder of milk production goes for processing and is referred to as industrial or processing milk.

In general, programs are geared to first have industrial milk processed into the more perishable dairy products such as yogurt, soft cheese such as camembert etc., and once those markets demands are filled, then put up the remaining milk as butter. Butter has been selected as the product of last priority when processing milk because it stores well and with plenty of butter processing capacity across Canada, sufficient supplies are always available.

To discourage butter production during the low milk production months when the demand for fresh products requires most of

un grand total de 76,6% de toute la production. Les 23,4% restants furent entièrement vendus par les transformateurs sur le marché domestique.

Publicité

En 1976/77, le gouvernement a déboursé un demi million de dollars afin de promouvoir la consommation du fromage. De cette initiative est né un programme important pour encourager la participation des producteurs dans la promotion et la publicité. Par la suite le gouvernement fédéral a versé $1,00 pour chaque $1,00 investi par l'industrie privée.

En 1980, le gouvernement avisait les producteurs qu'il mettrait graduellement fin au financement de la publicité d'ici la fin de l'année 1980/81. Convaincus qu'ils étaient de la valeur et de la nécessité d'un investissement de cette nature, les producteurs avaient déjà donné un nouvel élan à ce programme par le biais de leur organisme de marketing et de promotion hautement professionnel, le Bureau laitier du Canada. Le programme est maintenant entièrement financé par les producteurs eux-mêmes.

On reconnaît maintenant à ce programme le mérite d'avoir interrompu la vieille tendance de la décennie précédente qui se manifestait par un déclin de la consommation de beurre per capita, consommation maintenant stabilisée aux environs de 4,5 kilos par personne. Les augmentations de consommation de fromage furent renforcées par des campagnes de promotion nationales qui visaient en particulier les fromages fins.

Financement du Gouvernement

	Promotion	Recherche sur les produits et les marchés
1976/77	$ 500 000	nil
1977/78	$ 2 696 000	$ 260 000
1978/79	$ 3 856 000	$ 760 000
1979/80	$ 4 500 000	$ 651 000
1980/81	$ 2 100 000	$ 342 000

Recherche

Le programme de recherche laitière de la Commission a continué de prendre de l'importance considérant les 22 propositions approuvées en 1980/81 par le Comité formé de représentants de l'industrie et du gouvernement. Ceci a porté à

the milk available, the Commission adjusts its program of offering-to-purchase butter. In the winter months it stops purchasing butter. As a result manufacturers, to avoid getting stuck with stocks of butter for months while waiting for a buyer or the re-opening of the Commission's buying period, make other products first. Not only does this ensure supplies of dairy products for consumers all year-round, it reduces the Commission's storage and interest costs for stocks.

This philosophy is now generally well understood and supported by the industry. Details of the program were provided earlier under the "Price Support" section.

Skim Milk Powder for Animal feed

Although there is limited demand for skim milk powder for animal feed, supplies of lower grade powder were not sufficient to fill this market in Canada. When the feed market is short, the Commission releases powder from its stocks for this purpose which are then denatured to ensure they aren't subsequently used for human consumption. The price received is higher than when exported for human use but lower than the support price for human consumption in Canada; the difference is financed by dairy farmers. 3.6 million kilograms were used for this purpose in 1980/81.

International Marketing

The Commission's international marketing activities include the export of skim milk powder purchased under the Offer-to-purchase program (described earlier under Dairy Support Operations) and the planned exports of whole milk products such as cheese, whole milk powder, evaporated and ultra high temperature milk.

During the twelve months ended July 31, 1981, the demand on the world market for

75 le nombre total de projets approuvés pour fin de financement depuis sa mise sur pied en 1977/78.

L'objectif ultime de ce programme est d'accroître la consommation et l'utilisation des produits laitiers. Le programme est donc orienté vers la mise au point de nouveaux produits, l'analyse de marchés, l'efficacité des procédés de transformation, et les qualités nutritives des produits laitiers. Au moment d'évaluer les propositions de recherche, le Comité porte une attention particulière aux applications pratiques possibles.

En plus de la recherche constante sur l'utilisation dans des usines pilotes des systèmes de membranes (osmose inverse et ultra filtration) dans la production de fromage et dans la fermentation du lactosérum, des projets furent approuvés afin de se pencher sur la commercialisation du beurre et du fromage, l'adaptation de types de fromages étrangers aux conditions de fabrication canadienne, la résolution du problème des ferments lactiques, et enfin la recherche de solutions aux problèmes de qualité des produits laitiers.

La Commission privilégie la recherche appliquée par opposition à la recherche pure. Ceux qui formulent des propositions doivent d'abord s'intéresser à la viabilité économique, à l'impact ainsi qu'à l'intérêt démontré par l'industrie pour cette recherche.

La Commission a commandité un séminaire afin de réviser et discuter le programme, ses réalisations, et pour obtenir aussi des propositions en vue de l'améliorer. Il en ressort qu'on met maintenant l'accent sur l'application pratique de la recherche financée.

À la suggestion du Conseil national de l'industrie laitière du Canada, on a ajouté à ce programme un élément de partage des coûts afin d'inciter les transformateurs à une plus grande participation. Ceci implique que la Commission s'abstiendra de publier les résultats d'un projet de recherche durant une période donnée, la longueur de cette dernière variant selon l'investissement du fabricant ou du transformateur de produits laitiers.

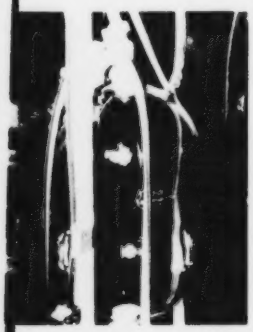
Priorité d'utilisation du lait

Afin de s'assurer qu'une bonne quantité de produits laitiers de haute qualité est disponible au consommateur durant toute l'année, une stratégie est nécessaire pour garantir que le lait est d'abord utilisé pour les produits frais. De façon générale, ceci veut dire qu'on s'assure d'abord que la demande de lait de consommation est comblée, nommément la crème et le lait frais. Le reste de la production de lait est destiné à la transformation et on l'appelle le lait de transformation ou lait industriel.

En général, les programmes sont conçus pour transformer d'abord le lait industriel en produits périssables, tels le yogourt, les fromages mous comme le camembert etc., et dès que ces demandes sont comblées, le reste est transformé en beurre. Le beurre est donc le dernier sur la liste des priorités lors de la transformation du lait parce qu'il peut très bien s'entreposer, qu'on possède une bonne capacité de transformation au Canada, et que des approvisionnements sont toujours disponibles en quantités suffisantes.

Afin de décourager la production de beurre au cours des mois de faible production de lait, lorsque la demande pour des produits frais exige la plus grande partie du lait disponible, la Commission ajuste son programme d'offre d'achat de beurre. Au cours des mois d'hiver, elle interrompt ses achats de beurre. Par conséquent, les transformateurs fabriquent en priorité d'autres produits, afin d'éviter de se voir coincés avec des inventaires de beurre durant des mois en attendant un acheteur ou la réouverture de la période d'achat de la Commission. Non seulement ceci a pour effet d'assurer aux consommateurs des produits laitiers frais durant toute l'année, mais cela réduit aussi les frais d'entreposage et d'intérêts que doit assumer la Commission sur les inventaires.

Cette attitude est généralement bien comprise et acceptée par l'industrie. Plus tôt, on a fourni des détails sur ce programme au chapitre intitulé ''Prix de soutien''.



dairy products remained steady, allowing exporting countries to maintain their inventories at reasonable levels. Among the more important influences on this situation, were the larger than anticipated purchases by the USSR, Poland and other countries.

Another factor which had a positive effect on the international dairy market situation was a leveling off of milk production in the European Economic Community. The Community, which represents about thirty percent of world milk production, during the previous five years had increased production at an average rate of three percent a year. In 1980/81, the rate of increase dropped to one percent. If this trend continues in 1981/82, it could result in a stabilizing of world prices, because two thirds of world dairy product exports come from the E.E.C. and New Zealand. The latter country is not a destabilizing factor on prices as it exports the same quantities year after year. However the recent build-up of United States inventories is of concern.

Skim Milk Powder

During 1980/81, strong demand used up all world production of skim milk powder which had increased by 3%, thus keeping stocks at the acceptable level of the previous year. Canadian exports amounted to 65,000 metric tons for the year ended July 1981, which was about the same amount as the previous year. Canada's share of world dairy trade has risen to about 8%. As of July 31, 1981, the Canadian Dairy Commission inventories of 32,000 metric tons were all sold and only awaiting shipment to customers.

During the year, the world price remained relatively constant at about $1.25 per kilogram. That the price remained at this level for over a year indicates the international market price for skim milk powder, although always subject to fluctuations, will unlikely fall to its price of a few years ago, 50¢ a kilogram or less. Increasing production costs and the desire in the E.E.C. to reduce the costs of their dairy program should assist. The only uncertain aspect is the problem of overproduction of skim milk powder in the United States in 1980. The presence and sales of this surplus will weaken world markets for this product if this production trend continues.

The relatively higher world prices meant in Canada the in-quota levy was held below $3.00 per hectolitre for the fourth straight year. The over-quota levy was not increased either, in spite of increasing milk costs in Canada, and remained at a lower rate than in 1976/77.

The loss of $18.60 per hectolitre of milk when sold on the world market as butter and skim milk powder is the basis for the decision by the Canadian Dairy Commission to diversify its range of dairy products exports. In the process it provided an opportunity to expand the size of the Canadian dairy industry. The marketing strategy of the Commission is to establish viable stable markets. Two products which combine well with Canadian milk industry expertise are evaporated milk and whole milk powder.

Evaporated Milk

In 1980/81, Canada's exports of evaporated milk reached 125,000 metric tons, an increase of 34% from the previous year. The principal markets were Mexico and Algeria. The Canadian Dairy Commission keeps available a combination of seven processing plants which can produce about 10 million cases of evaporated milk for export, half in cans of 170g and half in 410g. This allows the Commission to take advantage of the better markets which become available from year to year.

Whole Milk Powder

During the year, for the first time the Commission was able to sell instantized whole milk powder from a new plant built for this purpose in 1980. The plant can produce either regular or instantized product packaged in 25 kilo bags or in consumer size cans of 400g, 500g, 1 kg or 2 kg. The first sale was concluded towards the end of the 1980/81 year.

Poudre de lait écrémé destinée à l'alimentation animale

Bien que la demande de poudre de lait écrémé destinée à l'alimentation du bétail soit limitée, les approvisionnements en poudre dénaturée n'étaient pas suffisants pour combler le marché domestique. Lorsque le marché d'alimentation du bétail est à court, la Commission libère de la poudre à même ses inventaires, cette poudre est ensuite dénaturée afin de s'assurer qu'on ne l'utilise pas pour la consommation humaine par la suite. Le prix alors touché est supérieur au prix d'exportation de la poudre destinée à la consommation humaine, mais inférieur au prix de soutien pour la consommation humaine au Canada; la différence est financée par les producteurs laitiers. Près de 3,6 millions de kilogrammes furent utilisés à cette fin en 1980/81.

Situation du marché international

Les activités de mise en marché internationale de la Commission comprennent l'exportation de poudre de lait écrémé achetée en vertu du programme d'offre d'achat (décrit plus tôt à la section ''Soutien financier du secteur laitier'') et les exportations prévues de produits de lait entier, tels le fromage, la poudre de lait entier, le lait évaporé et le lait ultra haute température.

Au cours des 12 mois se terminant le 31 juillet 1981, la demande de produits laitiers s'est avérée soutenue, permettant aux pays exportateurs de maintenir leurs inventaires à un niveau raisonnable. Parmi les facteurs les plus importants ayant contribué à ce phénomène, on note les achats plus volumineux que prévus de la part de l'U.R.S.S., de la Pologne et d'autres pays.

Un autre facteur ayant eu un effet positif sur la situation du marché international des produits laitiers est une certaine stabilisation de la production laitière de la Communauté Economique Européenne (C.E.E.). Celle-ci, qui représente près de 30% de la production laitière mondiale, avait augmenté sa production au cours des cinq années précédentes à un rythme moyen de 3% par année. En 1980/81 ce taux d'augmentation est tombé à 1%. C'est une tendance qui semble devoir se répéter en 1981/82 et, si c'est le cas, pourrait signifier un maintien des prix mondiaux, puisque plus des deux tiers des exportations de produits laitiers proviennent de la C.E.E. et de la Nouvelle-Zélande. Ce dernier pays n'est en aucune façon un facteur d'instabilité des prix puisqu'il exporte les mêmes quantités d'année en année. Toutefois l'accumulation récente des inventaires américains pose une certaine inquiétude.

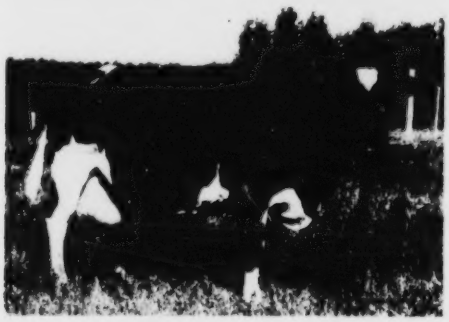
Poudre de lait écrémé

Au cours de 1980/81, une bonne demande a permis d'écouler toute la production mondiale de poudre de lait écrémé laquelle avait augmenté de 3%, maintenant ainsi les inventaires au niveau acceptable de l'année antérieure. Les exportations canadiennes se sont chiffrées à 65 000 tonnes métriques pour l'année se terminant le 31 juillet 1981, soit une quantité du même ordre que celle de l'année précédente. La part du Canada dans les exportations mondiales s'élève donc à environ 8,0%. Au 31 juillet 1981, les inventaires de la Commission canadienne du lait qui s'élevaient à 32 000 tonnes métriques étaient entièrement vendus et attendaient d'être expédiés.

Durant toute cette période, le prix est demeuré sensiblement constant à environ $1,25 le kilogramme. Le fait que le prix soit demeuré à ce niveau élevé pendant plus d'une année nous laisse croire que le prix international de la poudre de lait écrémé, bien que toujours sujet à instabilité, ne descendra plus au bas niveau d'il y a quelques années, à savoir 50¢ ou moins le kilogramme. Les coûts de production sans cesse croissants et le désir de plus en plus apparent de la Communauté Economique Européenne de réduire le coût de son programme laitier sont des facteurs qui nous amènent à formuler cet énoncé. Le seul point obscur est le problème de surproduction de poudre de lait écrémé aux Etats-Unis en 1980. La vente de ce surplus amènerait certes une certaine dégradation du marché mondial pour ce produit.

Cette situation de prix relativement élevés a permis à la Commission canadienne du lait de maintenir le taux de la retenue intérieur-quota au-dessous de la marque de $3,00 l'hectolitre pour une quatrième année consécutive. La retenue hors-quota, pour sa part, n'a pas été augmentée et, malgré la hausse constante du prix du lait au Canada, demeurait à un niveau plus bas qu'en 1976/77.

Cette perte de $18,60 l'hectolitre de lait lorsqu'exporté sous forme de poudre de lait écrémé et de beurre est à l'origine de la décision de la C.C.L. de diversifier les exportations canadiennes de produits laitiers. Ce faisant, ceci a fourni l'opportunité à l'industrie laitière canadienne de prendre de l'expansion. La stratégie de mise en marché de la Commission est de créer des marchés stables économiquement viables.



Export Assistance Program

In pursuing its objectives of diversification, the Commission continues to encourage Canadian exporters to use this program. The program in effect enables processors to sell their products direct on export markets without going through Commission warehouses which enables savings on storage, interest and transport. The program also covers the costs of making available skim milk powder for animal feed when the domestic market is short. In 1980/81, the amount paid out in this program rose to $18.9 million, an increase of 39% over that of 1979/80.

International Trade in Cheese

The 1980/81 dairy year was the first full 12 month period during which Canada exported aged Cheddar Cheese to the United Kingdom under the more favourable access terms negotiated in 1979 with the European Economic Community. Canada obtained quota for 2,750 tonnes annually, subject to a fixed levy. In return for this access, Canada granted the Community 60 percent of the annual global import quota into Canada of 21.4 thousand tonnes. Due to an inability to completely fill the quota in 1980, Canada negotiated an increase to the quota of 500 tonnes annually for 1981 and 1982 only.

For 1980 and subsequent years, arrangements under which cheese can be exported to the United States were altered slightly; however, the total quota access was not expanded.

On a calendar year basis Canada is afforded access to the United States for up to 833 tonnes of aged cheddar cheese and 1,211 tonnes of other cheeses. Certain specialty cheeses and soft varieties are exempt from import quota.

Overall export activity is summarized as follows:

	Dairy year 1980-81	Calendar Year 1980
	('000 kg)	
Aged Cheddar Cheese exports to the U.K.	2,564	1,456
Aged Cheddar Cheese exports to the U.S.A.	673	476
Other Cheese exports to the U.S.A.	525	559

The Canadian global cheese import quota is administered on a calendar year basis. It has been set at 21.4 thousand tonnes annually since 1978. Imports under this quota, from the EEC and all other sources combined were:

	Dairy Year 1980-81	Calendar Year 1980
	('000 kg)	
Cheese Imports from the EEC	12,668	11,910
Non-EEC	8,421	8,549
Total imports	21,102	20,459

The ratio of cheese imports to exports has been improving although it is nowhere near earlier levels. On a calendar year 1978 the ratio of imports to exports was 9 to 1; in 1979 it was 6 to 1 and in 1980, 7 to 1.

The Commission pays export assistance funded by milk producers to facilitate the sale of cheese on export markets. During 1980-81 a total of $1.6 million was expanded for this program. Specific rates applicable in the period were:

U.S.	20¢ per lb all cheese
U.K. Aug 80 to Mar 81	4¢ per lb
Apr 81 to Jul 81	20¢ per lb

Deux produits qui s'adaptent bien aux connaissances techniques de l'industrie laitière canadienne sont le lait évaporé et la poudre de lait entier.

Lait évaporé

En 1980/81, les exportations canadiennes de lait évaporé ont atteint 125 000 tonnes métriques, soit une augmentation de 34,4% sur le chiffre de l'année précédente. Les principaux marchés du Canada sont à nouveau le Mexique et l'Algérie. La Commission canadienne du lait a maintenant à sa disposition un complexe de sept usines pouvant produire jusqu'à 10 millions de caisses de lait évaporé pour l'exportation, 50% en contenants de 170 grammes et 50% en contenants de 410 grammes. Cela permet à la Commission de profiter des meilleurs marchés qui peuvent se présenter à elle d'une année à l'autre.

Poudre de lait entier

Au cours de l'année, la Commission a pu vendre pour la première fois de la poudre de lait entier instantanée de la nouvelle usine construite à cette fin en 1980. L'usine est capable de fabriquer de la poudre régulière ou instantanée en contenants de 25 kilogrammes (sacs) ou de détail (400 g, 500 g, 1 kg ou 2 kg). La première vente a été conclue vers la fin de l'année 1980/81.

Programme d'aide à l'exportation

Poursuivant son objectif de diversification, la Commission a continué d'encourager les exportateurs canadiens à utiliser ce programme d'aide. Ce programme permet en effet aux fabricants de vendre directement leurs produits sur les marchés extérieurs sans passer par des entrepôts de la Commission, ce qui permet des économies au niveau de l'entreposage, de l'intérêt et des coûts de transport. Le programme sert aussi à fournir de la poudre de lait écrémé pour l'alimentation du bétail lorsque le marché domestique est à court. En 1980/81, les montants payés en vertu de ce programme se sont élevés à $18,9 millions, soit une augmentation de 39% sur ceux de 1979/80.

Marché international de fromage

L'année laitière 1980/81 fut la première période de douze mois où le Canada a exporté du fromage cheddar vieilli au Royaume-Uni en vertu des termes d'accessibilité plus favorables négociés en 1979 avec la Communauté économique européenne. Le Canada a obtenu alors un quota annuel de 2 750 tonnes assujetties à un prélèvement fixe. En retour de cet assouplissement le Canada a accordé à la Communauté 60% du quota annuel total d'importation de 21,4 mille tonnes au Canada. En raison de son incapacité à remplir complètement son quota en 1980, le Canada a négocié une augmentation de 500 tonnes annuelles de son quota pour les années 1981 et 1982 seulement.

Pour l'année 1980 et les années subséquentes, les arrangements selon lesquels le fromage peut être exporté aux États-Unis furent modifiés légèrement bien que le quota total, lui, ne fut pas augmenté.

Sur une période équivalente à une année civile, le Canada est autorisé à expédier aux États-Unis jusqu'à concurrence de 833 tonnes de fromage cheddar vieilli et 1 211 tonnes de fromages variés. Certaines variétés de fromages fins et mous ne sont pas assujetties à un quota d'importation.

L'ensemble des activités d'exportation se résume comme suit:

	Année laitière 1980-81	Année civile 1980
	('000 kg)	
Cheddar vieilli Exportations de fromage vers le R.-U.	2 564	1 456
Cheddar vieilli Exportations de fromage vers les É.-U.	673	476
Exportations d'autres fromages vers les É.-U.	525	559

Le quota global d'importation de fromage est administré sur la base de l'année civile. Il a été établi à 21,4 mille tonnes annuellement depuis 1978. Les importations contingentées prove-

nant de la Communauté économique européenne et d'autres sources combinées, étaient:

	Année laitière 1980-81	Année civile 1980
	('000 kg)	
Importations de fromage de la C.E.E.	12 668	11 910
Excepté la C.E.E.	8 421	8 549
Importations totales	21 102	20 459

Le rapport entre les importations et les exportations de fromage s'est grandement amélioré bien qu'il soit encore loin des niveaux qu'on a connus dans les années passées. Au cours de l'année civile 1978, le rapport entre les importations et les exportations était de 9 pour 1; en 1979 il s'établissait à 6 pour 1 et en 1980 à 7 pour 1.

La Commission verse une aide à l'exportation, financée par les producteurs, afin de faciliter la vente de fromage sur les marchés d'exportation. En 1980/81, une somme totale de 1,6 million de dollars fut consentie pour ce programme. Plus précisément, voici les taux qu'on appliquait au cours de cette période:

É.-U.	20¢ la lb pour tous les fromages
R.-U. Août 1980 à mars 1981	4¢ la lb
Avril 1981 à juillet 1981	20¢ la lb

Seasonality of Milk Production

Canadian consumer demand for dairy products is fairly constant all year-round. However milk production in Canada has traditionally been on a seasonal pattern (high point June, low December). While some provinces have already achieved even year-round milk deliveries, the bulk of Canadian industrial milk production for processing purposes is still on a seasonal pattern.

There are real benefits to the entire industry if milk production can be spread out more evenly throughout the year. In 1977/78, farmers were advised of this goal. The first major step was the altering of the commencement of the dairy year to August 1.

Farmers now begin the traditionally low milk production months of the winter with plenty of quota which encourages them to produce without restraint during the winter. In most provinces this has helped to improve the imbalance in the seasonality of annual milk production.

More even milk production greatly assists the national supply management program. If any adjustments in quotas are required during the year to keep milk production in relation to market requirements, these can be made in time to minimize the possibilities of over or under production for the year. For individual farmers spreading out their milk production improves cash flow, reducing seasonal financial pressures.

More even year-round milk supplies are of benefit to processors who are able to reduce peak processing capacity requirements. Many plants have had to be designed for large capacity which are only fully utilized during the very short peak milk production period of summer and then operated at greatly reduced capacity for much of the remainder of the year. More even milk supplies also means fresher dairy products to meet increasing consumer demand for these products.

The results of the change in the dairy year plus a variety of supporting programs introduced by individual provinces have been a steady improvement in evening out milk production. The April to September summer season compared to the October to March winter period has improved from 62.5/37.5 in 1977/78 to 59.1/40.9 in 1980/81. (See table 13)

A comparison is provided for in table 14, where all milk and cream production, fluid and industrial, is shown.

Production laitière saisonnière

Généralement, la consommation canadienne de produits laitiers est constante tout au long de l'année. Cependant, au Canada, la production a plutôt tendance à suivre une courbe saisonnière (production intensive en juin, baisse en décembre). Bien que certaines provinces soient parvenues à équilibrer leurs livraisons tout au long de l'année, la plus grande partie du lait destiné à la transformation suit toujours une courbe saisonnière.

Une production laitière uniforme tout au cours de l'année offre de multiples avantages à l'industrie. En 1977/78, les producteurs étaient sensibilisés à cet objectif. La première étape importante fut de reporter le début de l'année laitière au 1er août.

Les producteurs peuvent maintenant entreprendre les premiers mois de l'hiver (traditionnellement reconnus comme peu productifs) avec amplement de quota, ce qui les encourage à produire sans restriction aucune pendant l'hiver. Ceci a contribué à réduire dans la plupart des provinces le déséquilibre attribuable à la saisonnalité de la production laitière.

Une production annuelle uniforme aide considérablement l'administration du programme de gestion des approvisionnements. Si un ajustement de quota devient nécessaire au cours de l'année afin de ramener la production au niveau de la demande, on peut alors effectuer ce changement en temps voulu, pour minimiser les risques de sous-production ou surproduction. Au niveau du producteur, l'étalement de la production assure des liquidités tout en réduisant les pressions financières saisonnières.

Cette production annuelle uniformisée profite aux transformateurs qui n'ont plus à prévoir des installations conçues pour transformer d'énormes quantités de lait lors des périodes de production intensive. Dans le passé, plusieurs usines de transformation devaient être dotées de tels équipements, mais ils n'étaient pas utilisés pleinement, sauf pour la courte période d'été, et devaient ensuite fonctionner à capacité réduite le reste de l'année. De plus, l'approvisionnement uniformisé permettra aux transformateurs d'assurer un meilleur service de livraison de produits laitiers frais, répondant ainsi à la demande des consommateurs.

Le changement de l'année laitière ajouté aux divers programmes de soutien introduits par les provinces nous rapprochent graduellement d'une production uniforme. Le rapport entre la période estivale d'avril à septembre et la période hivernale d'octobre à mars, s'est amélioré passant de 62,5/37,5 en 1977/78 à 59,1/40,9 en 1980/81. (Voir tableau 13).

Une comparaison apparaît au tableau 14, où la production de lait et de crème provenant des secteurs de la transformation et de la consommation est illustrée.

Table 13

Distribution between Summer and Winter Months of Industrial Milk and Cream Production Only

Dairy year		Prince Edward Island	Nova Scotia	New Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	British Columbia	Canada
						(%)					
1977/78	S	63.9	56.4	64.4	65.5	60.1	58.9	60.4	59.1	52.7	62.5
	W	36.1	43.6	35.6	34.5	39.9	41.1	39.6	40.9	47.3	37.5
1978/79	S	62.1	55.0	65.2	64.2	57.2	57.6	63.1	58.8	50.5	60.9
	W	37.9	45.0	34.8	35.8	42.8	42.4	36.9	41.2	49.5	39.1
1979/80	S	62.5	56.8	63.6	61.7	58.0	57.1	61.8	58.4	52.9	59.8
	W	37.5	43.2	36.4	38.3	42.0	42.9	38.2	41.6	47.1	40.2
1980/81	S	62.4	56.4	61.7	61.3	57.2	55.0	58.3	57.0	53.4	59.1
	W	37.6	43.6	38.3	38.7	42.8	45.0	41.7	43.0	46.6	40.9

S – Summer – April to September

W – Winter – October to March

Table 14

Distribution between Summer and Winter Months of All Milk Production, Fluid and Industrial

Dairy year		Prince Edward Island	Nova Scotia	New Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	British Columbia	Canada
						(%)					
1977/78	S	61.4	51.8	54.8	61.6	55.7	55.3	55.8	54.7	51.1	57.6
	W	38.6	48.2	45.2	38.4	44.3	44.7	44.2	45.3	48.9	42.4
1978/79	S	60.4	51.3	54.8	60.8	54.5	54.8	57.1	54.6	50.3	56.9
	W	39.6	48.7	45.2	39.2	45.5	45.2	42.9	45.4	49.7	43.1
1979/80	S	59.8	51.4	53.8	57.8	54.1	54.1	57.6	53.9	50.1	55.4
	W	40.2	48.6	46.2	42.2	45.9	45.9	42.4	46.1	49.9	44.6
1980/81	S	61.3	52.3	55.0	58.9	54.4	53.6	52.0	53.6	51.0	55.8
	W	38.7	47.7	45.0	41.1	45.6	46.4	48.0	46.4	49.0	44.2

S – Summer – April to September

W – Winter – October to March

Tableau 13

Répartition de la production de lait entre les mois d'été et d'hiver
Production de lait de transformation et de crème seulement

Année laitière		Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	Colombie-Britannique	Canada
						(%)					
1977/78	E	63.9	56.4	64.4	65.5	60.1	58.9	60.4	59.1	52.7	**62.5**
	H	36.1	43.6	35.6	34.5	39.9	41.1	39.6	40.9	47.3	**37.5**
1978/79	E	62.1	55.0	65.2	64.2	57.2	57.6	63.1	58.8	50.5	**60.9**
	H	37.9	45.0	34.8	35.8	42.8	42.4	36.9	41.2	49.5	**39.1**
1979/80	E	62.5	56.8	63.6	61.7	58.0	57.1	61.8	58.4	52.9	**59.8**
	H	37.5	43.2	36.4	38.3	42.0	42.9	38.2	41.6	47.1	**40.2**
1980/81	E	62.4	56.4	61.7	61.3	57.2	55.0	58.3	57.0	53.4	**59.1**
	H	37.6	43.6	38.3	38.7	42.8	45.0	41.7	43.0	46.6	**40.9**

E – été – avril à septembre

H – hiver – octobre à mars

Tableau 14

Répartition de la production de lait entre les mois d'été et d'hiver
Toute la production de lait de transformation et de consommation

Année laitière		Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Sask.	Alberta	Colombie-Britannique	Canada
						(%)					
1977/78	E	61.4	51.8	54.8	61.6	55.7	55.3	55.8	54.7	51.1	**57.6**
	H	38.6	48.2	45.2	38.4	44.3	44.7	44.2	45.3	48.9	**42.4**
1978/79	E	60.4	51.3	54.8	60.8	54.5	54.8	57.1	54.6	50.3	**56.9**
	H	39.6	48.7	45.2	39.2	45.5	45.2	42.9	45.4	49.7	**43.1**
1979/80	E	59.8	51.4	53.8	57.8	54.1	54.1	57.6	53.9	50.1	**55.4**
	H	40.2	48.6	46.2	42.2	45.9	45.9	42.4	46.1	49.9	**44.6**
1980/81	E	61.3	52.3	55.0	58.9	54.4	53.6	52.0	53.6	51.0	**55.8**
	H	38.7	47.7	45.0	41.1	45.6	46.4	48.0	46.4	49.0	**44.2**

E – été – avril à septembre

H – hiver – octobre à mars

The admittance of industrial milk producers into fluid pools within each province was a condition of eligibility for fluid producers to receive Government of Canada subsidy payments on that portion of their milk deliveries used for manufacturing purposes under Market Sharing Quota.

Integration arrangements were recognized by the Commission when definite steps were taken by the fluid pools to admit manufacturing milk shippers who meet farm and milk standards applicable to the fluid trade.

Integration of qualifying industrial milk producers to the fluid market is considered to be equitable for producers and has been one of the major goals of the Canadian Dairy Commission.

Programs continue with increasing numbers of qualified industrial milk producers being admitted to "fluid pools" and thereby sharing in the premium priced fluid milk returns.

In 1980/81 fluid pool producers represented 58.6% of all bulk milk shippers, up from 53.5% in 1979/80, and they produced 59.7% of the industrial milk recorded for 1980/81, up from 53.4% in 1979/80. (See table 15). Cream producers are not included in table 15 as very few make the changeover to bulk milk deliveries.

The progress of integration in national terms over the last four years is demonstrated in table 15. In 1972/73 the number of exclusively industrial milk shippers was twice that of fluid pool shippers; by 1980/81 the trend has reversed to 1.4 fluid pool shippers for every industrial milk shipper.

Table 15

Progress in Integration[1]
A Comparison of Milk Producers and Shipments

Province		Number of producers		% of producers		% Industrial shipments		% Total milk shipments	
		1977/78	1980/81	1977/78	1980/81	1977/78	1980/81	1977/78	1980/81
Prince Edward Island	Industrial	616	487	82.7	77.3	85.8	77.8	66.9	64.0
	Fluid-Ind.	129	143	17.3	22.7	14.2	22.2	33.1	36.0
Nova Scotia	Industrial	4	13	0.5	1.8	0.9	1.3	0.3	.1
	Fluid-Ind.	750	697	99.5	98.2	99.1	98.7	99.7	99.9
New Brunswick	Industrial	19	–	3.5	–	3.7	–	0.9	–
	Fluid-Ind.	520	539	96.5	100.0	96.3	100.0	99.1	100.0
Québec	Industrial	19,925	13,980	81.0	63.8	86.1	60.7	68.4	53.6
	Fluid-Ind.	4,737	7,937	19.0	36.2	13.9	39.3	31.6	46.4
Ontario	Industrial	5,034	1,847	34.2	11.8	31.5	15.0	17.5	13.9
	Fluid-Ind.	9,664	10,143	65.8	88.2	68.5	85.0	82.5	86.1
Manitoba	Industrial	67	–	4.2	–	1.8	–	0.9	–
	Fluid-Ind.	1,526	1,378	95.8	100.0	98.2	100.0	99.1	100.0
Saskatchewan	Industrial	411	202	42.6	22.1	61.6	28.7	23.2	13.6
	Fluid-Ind.	554	714	57.4	77.9	38.4	71.3	76.8	86.4
Alberta	Industrial	910	478	45.2	24.6	50.7	22.1	24.5	11.0
	Fluid-Ind.	1,104	1,463	54.8	75.4	49.3	77.9	75.5	89.0
British Columbia	Industrial	3	46	0.2	3.9	0.2	1.9	0.1	0.1
	Fluid-Ind.	1,271	1,137	99.8	96.1	99.8	98.1	99.9	99.9
Canada	Industrial	26,989	17,053	57.1	41.4	60.2	40.3	37.6	26.3
	Fluid-Ind.	20,255	24,151	42.9	58.6	39.8	59.7	62.4	73.7

(1) Does not include cream producers as very few switch to bulk milk deliveries or integrate. "Industrial" are dairy farmers shipping only industrial milk. "Fluid/Industrial" are dairy farmers holding quotas for both the fluid and industrial milk markets

La participation des producteurs de lait de transformation aux pools de lait de consommation dans chacune des provinces, constituait l'une des conditions d'admissibilité des producteurs de lait de consommation à la subvention versée par le Gouvernement du Canada sur la partie de leur production contingentée allant à la transformation.

La Commission reconnaît la validité des conventions de mise en commun du lait de consommation dans la mesure où elles englobent les producteurs de lait de transformation qui satisfont aux exigences établies pour les exploitations et le lait de consommation.

L'intégration des producteurs de lait de transformation qui répondent aux exigences du marché de lait nature est une pratique équitable pour les producteurs et fut l'un des principaux objectifs de la Commission canadienne du lait.

Les programmes se poursuivent alors qu'un nombre toujours croissant de producteurs de lait de transformation admissibles sont intégrés au marché du lait de consommation et partagent ainsi les revenus plus attrayants de ce secteur.

En 1980/81, les producteurs de lait de consommation représentaient 58,6% des producteurs de lait en vrac par rapport à 53,5% en 1979/80. Quant à leur production, elle représentait 59,7% des livraisons de lait de transformation en 1980/81, alors qu'en 1979/80 elle comptait pour 53,4%. (Voir tableau 15) Le tableau 15 ne tient pas compte des producteurs de crème puisque très peu d'entre eux ont converti leur exploitation pour livrer en vrac.

Le tableau 15 illustre les progrès de l'intégration au niveau national au cours des quatre dernières années. Alors qu'en 1972/73 le rapport entre les producteurs de lait de transformation seulement et les producteurs de lait de consommation était de 2 pour 1, la tendance est inversé et le rapport est maintenant de 1,4 producteur de lait de consommation pour chaque producteur de lait de transformation.

Tableau 15

Évolution de l'intégration(1)
Comparaison entre les producteurs laitiers et les livraisons de chacun des groupes

Province		Nombre de producteurs		% de producteurs		% livraisons de lait de transformation		% livraisons totales	
		1977/78	1980/81	1977/78	1980/81	1977/78	1980/81	1977/78	1980/81
Île-du-Prince-Édouard	industriel	616	487	82.7	77.3	85.8	77.8	66.9	64.0
	nature-ind.	129	143	17.3	22.7	14.2	22.2	33.1	36.0
Nouvelle-Écosse	industriel	4	13	0.5	1.8	0.9	1.3	0.3	.1
	nature-ind.	750	697	99.5	98.2	99.1	98.7	99.7	99.9
Nouveau-Brunswick	industriel	19	–	3.5	–	3.7	–	0.9	–
	nature-ind.	520	539	96.5	100.0	96.3	100.0	99.1	100.0
Québec	industriel	19,925	13,980	81.0	63.8	86.1	60.7	68.4	53.6
	nature-ind.	4,737	7,937	19.0	36.2	13.9	39.3	31.6	46.4
Ontario	industriel	5,034	1,847	34.2	11.8	31.5	15.0	17.5	13.9
	nature-ind.	9,664	10,143	65.8	88.2	68.5	85.0	82.5	86.1
Manitoba	industriel	67	–	4.2	–	1.8	–	0.9	–
	nature-ind.	1,526	1,378	95.8	100.0	98.2	100.0	99.1	100.0
Saskatchewan	industriel	411	202	42.6	22.1	61.6	28.7	23.2	13.6
	nature-ind.	554	714	57.4	77.9	38.4	71.3	76.8	86.4
Alberta	industriel	910	478	45.2	24.6	50.7	22.1	24.5	11.0
	nature-ind.	1,104	1,463	54.8	75.4	49.3	77.9	75.5	89.0
Colombie-Britannique	industriel	3	46	0.2	3.9	0.2	1.9	0.1	0.1
	nature-ind.	1,271	1,137	99.8	96.1	99.8	98.1	99.9	99.9
Canada	industriel	26,989	17,053	57.1	41.4	60.2	40.3	37.6	26.3
	nature-ind.	20,255	24,151	42.9	58.6	39.8	59.7	62.4	73.7

(1) N'inclut pas les producteurs de crème, puisque très peu ont transformé leur installation pour livrer en vrac, ou se sont intégrés. "Industriel": producteurs qui ne livrent que du lait de transformation. "Nature/industriel": producteurs qui détiennent des quotas pour les marchés de lait de consommation et de transformation.

Commission Personnel

The Commission conforms to the Government of Canada's Official Languages Resolution. In 1980/81, of the Commission's complement of 63 person years, 60 were subject to the terms and conditions of the Official Languages Resolution. Of the 60, 53 were designated bilingual and 7 were identified as unilingual English or French.

Commissioners

Chairman	Gilles Choquette
Vice Chairman	Elwood Hodgins
Commissioner	Clifford McIssac[1]

Senior Commission Personnel

Senior Policy Advisor	Charles Birchard
Senior Economist	Erik Kramar
Director of Finance	Paul Simard[2]
Audit Manager	Laval Pagé[3]
Director International Marketing	Richard Tudor Price
Director of Domestic Marketing and Product Promotion	Roger Cloutier
Director, Market Operations	Lorne Marcellus
Director Subsidy Operations	Richard Labossière
Director Legal Services	Paul Brown[4]
Director of Information	Rowan Lalonde

(1) Dr. McIsaac appointed December 19, 1980.
(2) Mr. Simard succeeded Mr. Owen Kelly who left July 14, 1981.
(3) Mr. Pagé succeeded Mr. Simard on July 15, 1981.
(4) Mr. Brown appointed November 1980, succeeded in September 1981 by Mr. Jean-Paul Fortin.

Consultative Committee to the Commission

The Committee of nine members is appointed by the Minister of Agriculture to provide advice to the Canadian Dairy Commission on domestic dairy product marketing and related matters. The membership includes representation from farmers, processors, wholesalers, retailers and consumers. This year the Committee concentrated on factors affecting butter sales such as health concerns, the effectiveness of advertising programs, blends, quality control, the impact of brands and the possible advantages of a national brand, the selling practices and nutrition claims of competing spreads.

Chairman:	Claude Chevalier
Members:	Kenneth McKinnon
	Jacques Boucher
	Raynald Giroux
	Dwight Stacey
	Neil Gray
	François Goulet
	Eugene Vallée
	Victoria Billingsley

Personnel de la Commission

Conformément à la résolution sur les langues officielles du gouvernement fédéral, voici où en était la Commission en 1980/81 dans l'application de sa politique en cette matière. Sur les 63 années-personnes dont se composait la Commission, 60 étaient assujetties aux modalités de la résolution. De ce nombre, 53 ont été désignées bilingues, 7 unilingues anglaises ou françaises.

Commissaires

Président	Gilles Choquette
Vice-président	Elwood Hodgins
Commissaire	Clifford McIssac[1]

Cadres supérieurs de la Commission

Conseiller senior en politique laitière	Charles Birchard
Économiste sénior	Erik Kramar
Directeur des finances	Paul Simard[2]
Directeur de la vérification	Laval Pagé[3]
Directeur de la mise en marché internationale	Richard Tudor Price
Directeur de la mise en marché intérieure et de la promotion des produits	Roger Cloutier
Directeur des transactions commerciales	Lorne Marcellus
Directeur, administration des subsides	Richard Labossière
Directeur, services juridiques	Paul Brown[4]
Directeur de l'information	Rowan Lalonde

(1) Dr. McIsaac a été nommé le 19 décembre 1980.
(2) M. Simard a succédé à M. Owen Kelly qui a quitté le 14 juillet 1981.
(3) M. Pagé a succédé à M. Simard le 15 juillet 1981.
(4) M. Brown a été nommé en novembre 1980. M. Jean-Paul Fortin lui a succédé en septembre 1981.

Comité consultatif de la Commission

Le Comité est composé de 9 membres nommés par le ministre de l'Agriculture afin de conseiller la Commission canadienne du lait sur toute question traitant de la mise en marché domestique des produits laitiers. Font partie de ce comité des représentants des producteurs, des transformateurs, des grossistes, des détaillants et des consommateurs. Cette année, le comité s'est concentré sur les facteurs affectant les ventes de beurre, comme par exemple ses répercussions sur la santé, l'efficacité des programmes de publicité, les mélanges oléo-beurre, les contrôles de qualité, l'impact des marques commerciales et les avantages d'une marque nationale, les pratiques commerciales et le débat sur la nutrition soulevé par les principaux concurrents.

Président:	Claude Chevalier
Membres:	Kenneth McKinnon
	Jacques Boucher
	Raynald Giroux
	Dwight Stacey
	Neil Gray
	François Goulet
	Eugene Vallée
	Victoria Billingsley

In 1980/81, the review of National Dairy Policy in effect since 1975 got underway in earnest. The Commission therefore concentrated its information efforts on explaining the record of the existing policy as developed over the years with the cooperation of milk producers and processors, provincial and federal governments.

The Commission felt the lengthy aspect of the review would work to the advantage of the current program in demonstrating its flexibility and appropriateness, in particular in view of the volatility of world markets.

The industry and the policy went on to have the best year ever in terms of the performance of supply management while recording continued improvements in reducing seasonal milk production, greater integration of producers into fluid pools, full recovery of export costs within the year plus a modest surplus to be carried into a new year, and successful export marketing of an expanded mix of dairy products in consumer packages.

These achievements were promoted at every opportunity by the Commission. A focus of the dialogue process was the two day conference on national dairy policy hosted by the Ministers of Agriculture and Consumer and Corporate Affairs during which public representations were received from organizations representing milk producers and processors, retailers and consumers.

The activities of milk producer organizations to generate support for the existing policy directions increased farmer awareness of the federal programs. Media articles kept consumers aware of the policy options being discussed.

As the year drew to a close, the policy review was not completed and the government announced its intentions to research further the costs of milk production before making any new longer term dairy policy commitment.

En 1980/81, la révision de la politique laitière nationale en vigueur depuis 1975 a été entreprise consciencieusement. La Commission a par conséquent concentré ses efforts d'information sur l'explication du bilan de la politique existante telle que développée au cours des années avec la coopération des producteurs et des transformateurs de lait et avec la coopération des gouvernements fédéral et provinciaux.

La Commission a cru que l'aspect exhaustif de la révision serait à l'avantage du programme en cours en démontrant sa flexibilité et sa justesse, en particulier par rapport à la volatilité des marchés mondiaux.

Ce fut pour l'industrie et la politique laitière la meilleure des années en termes de performance de la gestion des approvisionnements, tout en enregistrant des améliorations continuelles dans la réduction de la production saisonnière de lait, une plus grande intégration des producteurs sur les marchés de lait de consommation, le recouvrement complet des coûts d'exportation dans l'année en plus d'un modeste surplus applicable à la prochaine année et une mise en marché réussie pour l'exportation de divers produits laitiers dans un emballage destiné aux consommateurs.

Ces réussites ont été mises en évidence chaque fois que la Commission en a eu la chance. La conférence de deux jours portant sur la politique laitière nationale sous l'égide des ministres de l'Agriculture et des Consommateurs et des Corporations, est un exemple de dialogue. Durant ces assises, des organismes représentant des transformateurs et des producteurs de lait, des détaillants et des consommateurs ont eu l'occasion de se faire entendre publiquement.

Les activités des organismes représentant les producteurs de lait, visant à apporter leur appui aux politiques existantes, ont accru la conscience des fermiers vis-à-vis les programmes fédéraux. Les articles de journaux ont sensibilisé les consommateurs aux diverses options de la politique en voie d'être révisée.

Vers la fin de l'année, la révision de la politique n'était pas terminée et le gouvernement a annoncé son intention de fouiller plus profondément les coûts de production du lait avant de s'engager dans une nouvelle politique laitière à long terme.

The purpose of these comments are to highlight and explain further the *Audited Financial Statements* of the Commission which follow.

The *Statement of Marketing Operations* funded by producers shows a net income of $14.2 million compared with $5.4 million loss for the preceding year. As a result the export account has a surplus of $9.4 million. By previous agreement with the C.M.S.M.C., any surplus of up to $10 million is not to be refunded to producers nor is any adjustment in levy rates to be made in the following year: it is held as a contingency fund. The treatment of any excess over $10 million is to be determined by the Canadian Milk Supply Management Committee.

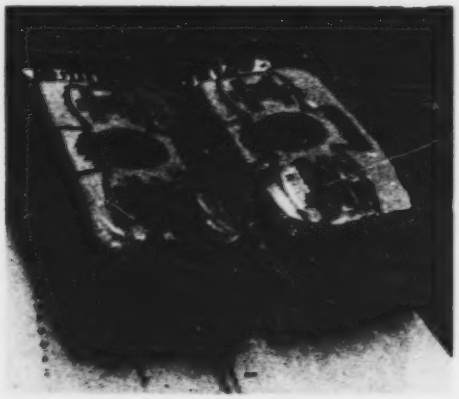
The Statement of Operations for the year financed by the federal government shows the total expenditure of $298.5 million as compared to $291.0 million for the preceding year. The major element of the government expenditure during each year are the subsidies paid to producers amounting to $278.3 million in 1980/81 and which were $269.5 million in 1979/80. The overall level of subsidy payments over the last five years has remained constant. The payment of this subsidy to producers reduces the cost of dairy products to consumers. Expenses relative to marketing operations increased to $14.6 million in 1980/81 as compared to $13.6 million for the preceding year.

Regarding the financial position statement, the *Balance Sheet*, the receivables and inventories have increased significantly due to higher sales this year compared to last year and increases in production. These increases in the current assets (receivables and inventories) have resulted in a corresponding increase in payables to suppliers.

The slight decrease in loans payable to the Federal Government is attributable to net income this year in the export account as compared to a loss the previous year.

Other Highlights

The Commission is in the process of developing procedures for the impending installation of a mini-computer. The installation of the computer will improve the accuracy, reliability and timeliness of the financial and operating datas which are vital in making sound management decisions. The system will also help in improving overall accountability, controls and efficiency.



Le but de ces commentaires est de mettre en évidence et d'expliquer plus en profondeur les états financiers vérifiés de la Commission qui apparaissent ci-après.

L'état des activités de commercialisation financées par les producteurs montre un revenu net de 14,2 millions de dollars comparé à une perte de 5,4 millions de dollars pour l'année précédente. Conséquemment, le compte d'exportation a un surplus de 9,4 millions de dollars. En vertu d'un accord antérieur avec le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, tout surplus jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars ne doit pas être remis aux producteurs ni aucun ajustement dans les taux de retenue ne doit être fait dans l'année suivante; il est mis en réserve comme une sorte de fonds de secours. L'usage qu'on fera de tout montant excédant 10 millions de dollars est laissé au bon vouloir du Comité de gestion.

L'état des opérations annuelles financées par le gouvernement fédéral démontre des dépenses totales de 298,5 millions de dollars comparé à 291 millions de dollars pour l'année précédente. L'élément le plus important des dépenses gouvernementales est constitué des subventions versées aux producteurs qui ont atteint 278,3 millions de dollars en 1980/81 et qui étaient de 269,5 millions de dollars en 1979/80. Le niveau global des paiements de subventions au cours des cinq dernières années est demeuré constant. Le paiement de cette subvention aux producteurs réduit le coût des produits laitiers aux consommateurs. Les dépenses reliées aux opérations de commercialisation ont atteint 14,6 millions de dollars en 1980/81 comparé à 13,6 millions de dollars pour l'année précédente.

En ce qui concerne l'état de l'évolution de la situation financière, ce qu'on appelle communément le bilan, les montants à recevoir et les inventaires ont augmenté de façon significative à cause des ventes plus élevées cette année comparé à l'année dernière et aux augmentations de la production. Ces augmentations des montants à recevoir et des inventaires ont eu comme résultat une augmentation correspondante des montants à payer aux fournisseurs.

La légère diminution des emprunts à rembourser au Gouvernement du Canada est attribuable au revenu net enregistré cette année dans le compte d'exportation, comparé à une perte l'année précédente.

Autres particularités

La Commission est en train de développer des procédures pour l'installation éminente d'un mini-ordinateur. L'installation de l'ordinateur va améliorer l'exactitude, la fiabilité et l'à-propos des données financières et d'exploitation qui sont vitales dans le processus de prise de décisions saines de la part de l'administration. Le système aidera également à améliorer la responsabilité globale, les contrôles et l'efficacité.

Report to the Minister of Agriculture on the examination of the accounts and financial statements of the Canadian Dairy Commission for the year ended July 31, 1981.

The Honourable Eugene Francis Whelan, P.C., M.P.
Minister of Agriculture

I have examined the balance sheet of the Canadian Dairy Commission as at July 31, 1981 and the statements of retained earnings, operations, marketing operations supported by producers and changes in financial position for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Commission as at July 31, 1981 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Commission, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers except that producer levies have been instituted without benefit of regulation and are, therefore, ultra vires of the Canadian Dairy Commission.

Deputy Auditor General
for the Auditor General of Canada

Ottawa, Ontario
January 25, 1982

Rapport au ministre de l'Agriculture sur la vérification des comptes et des états financiers de la Commission canadienne du lait pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981.

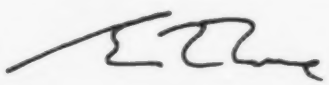
L'honorable Eugene Francis Whelan, C.P., député
Ministre de l'Agriculture

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1981 ainsi que l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats, l'état des opérations de la commercialisation supportée par les producteurs et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Commission au 31 juillet 1981 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la Commission, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires à l'exception du fait que les cotisations des producteurs ont été établies sans l'apport de règlement et vont, par conséquent, au-delà des pouvoirs de la Commission canadienne du lait.

sous-vérificateur général
pour le vérificateur général du Canada



le 25 janvier 1982
Ottawa (Ontario)

Balance Sheet as at July 31, 1981

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Assets		
Deposit with the Receiver General for Canada	$ –	$ 3
Deposit and trust account	–	9,246
Accounts receivable		
Trade	30,132	19,133
Government of Canada	70,566	70,753
Producer levies	30,483	29,277
Inventories (Note 3)	103,440	91,413
Prepaid capital assistance (Note 4)	5,925	–
	$ 240,546	**$ 219,825**
Liabilities		
Accounts payable and accrued liabilities	$ 58,423	$ 27,585
Levies repayable	–	15,340
Subsidies payable to producers	67,372	67,142
Loans from Government of Canada (Note 5)	105,347	114,513
	231,142	**224,580**
Retained earnings		
Retained earnings (deficit) (Note 6)	9,404	(4,755)
	$ 240,546	**$ 219,825**

Approved by the Commission:

Gilles Choquette — Chairman

Clifford McIssac — Commissioner

Paul Simard — Director of Finance

Commission canadienne du lait

(Constituée en vertu de la Loi sur la Commission canadienne du lait)

Bilan au 31 juillet 1981

	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Actif		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	$ –	$ 3
Dépôt en fidéicommis	–	9,246
Débiteurs		
Clients	30,132	19,133
Gouvernement du Canada	70,566	70,753
Cotisations des producteurs	30,483	29,277
Stocks (note 3)	103,440	91,413
Aide de capital versée à l'avance (note 4)	5,925	–
	$ 240,546	**$ 219,825**
Passif		
Créditeurs et passif couru	$ 58,423	$ 27,585
Cotisations à rembourser	–	15,340
Subventions à payer aux producteurs	67,372	67,142
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 5)	105,347	114,513
	231,142	**224,580**
Bénéfices non répartis		
Bénéfices non répartis (déficit) (note 6)	9,404	(4,755)
	$ 240,546	**$ 219,825**

Approuvé par la Commission:

le Président

un Commissaire

le Directeur des finances

Paul Simard

Statement of Retained Earnings for the year ended July 31, 1981

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Retained earnings (deficit) at beginning of year	$ (4,755)	$ 601
Cost of operations	284,307	296,368
	289,062	295,767
Financing by Government of Canada (Note 7)		
Agricultural Stabilization Board	292,885	283,141
Parliamentary appropriations Agriculture Votes 40 and 40b	5,298	7,599
Services provided by government departments without charge	283	272
	298,466	291,012
Retained earnings (deficit) at end of year	$ 9,404	$ (4,755)

Statement of Operations for the year ended July 31, 1981

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Subsidies to producers of milk and cream used for industrial purposes (Schedule D)	$ 278,291	$ 269,544
Expenses related to marketing operations		
Interest on loans from Canada net of interest on credit sales (Note 5)	7,826	7,308
Storage	3,109	3,057
Freight	2,795	2,147
Handling	395	379
Commissions	–	111
Miscellaneous	469	595
	14,594	13,597
Product promotion	2,100	4,500
Research	342	651
Administrative expense (Schedule A)	3,139	2,720
Expenditures financed by Government of Canada	298,466	291,012
Net income (loss) on marketing operations supported by producers	14,159	(5,356)
Cost of operations	$ 284,307	$ 296,368

État des bénéfices non répartis pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	$ (4,755)	$ 601
Coût de l'exploitation	284,307	296,368
	289,062	**295,767**
Financement par le gouvernement du Canada (note 7)		
Office de stabilisation des prix agricoles	292,885	283,141
Crédits parlementaires Crédits 40 et 40b – Agriculture	5,298	7,599
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	283	272
	298,466	**291,012**
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	**$ 9,404**	**$ (4,755)**

État des résultats pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Subventions aux producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles (annexe D)	**$ 278,291**	**$ 269,544**
Dépenses liées aux opérations de la commercialisation		
Intérêt sur les emprunts auprès du Canada après déduction de l'intérêt sur les ventes à crédit (note 5)	7,826	7,308
Entreposage	3,109	3,057
Fret	2,795	2,147
Manutention	395	379
Commissions	–	111
Dépenses diverses	469	595
	14,594	**13,597**
Réclame à l'endroit des produits	**2,100**	**4,500**
Recherche	**342**	**651**
Frais d'administration (annexe A)	**3,139**	**2,720**
Dépenses financées par le gouvernement du Canada	**298,466**	**291,012**
Bénéfice net (perte nette) sur les opérations de la commercialisation supportée par les producteurs	14,159	(5,356)
Coût de l'exploitation	**$ 284,307**	**$ 296,368**

Statement of Marketing Operations Supported by Producers for the year ended July 31, 1981

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Sales	$ 276,881	$ 214,056
Cost of sales	370,762	314,453
Loss on sales	**93,881**	**100,397**
Export and domestic assistance	18,911	13,609
Loss before capital assistance and producer levies	**112,792**	**114,006**
Capital assistance (Note 4)	7,699	1,626
Loss before producer levies	**120,491**	**115,632**
Recovered through producer levies		
Industrial milk (Schedule B)	126,904	99,323
Fluid milk (Schedule C)	7,746	10,953
	134,650	**110,276**
Net income (loss) (Schedule E)	**$ 14,159**	**$ (5,356)**

État des opérations de la commercialisation supportée par les producteurs pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Ventes	$ 276,881	$ 214,056
Coût des ventes	370,762	314,453
Perte sur les ventes	93,881	100,397
Aide à l'exportation et aide domestique	18,911	13,609
Perte avant l'aide de capital et les cotisations des producteurs	112,792	114,006
Aide de capital (note 4)	7,699	1,626
Perte avant les cotisations des producteurs	120,491	115,632
Recouvrement à même les cotisations des producteurs		
Lait industriel (annexe B)	126,904	99,323
Lait nature (annexe C)	7,746	10,953
	134,650	110,276
Bénéfice net (perte nette) (annexe E)	$ 14,159	$ (5,356)

Statement of Changes in Financial Position for the year ended July 31, 1981

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Funds provided		
Operations		
Agricultural Stabilization Board	$ 292,885	$ 283,141
Parliamentary appropriations	5,298	7,599
Cost of operations	(284,307)	(296,368)
Services provided by government departments without charge	283	272
	14,159	**(5,356)**
Loans from government of Canada	242,212	207,314
Increase in amounts payable	15,728	–
Decrease in amounts receivable	–	11,899
Decrease (increase) deposit with the Receiver General for Canada	3	(3)
	$ 272,102	**$ 213,854**
Funds applied		
Loans repaid to Government of Canada	$ 251,378	$ 206,315
Increase in inventories	12,027	7,228
Capital assistance	5,925	–
Increase in amounts receivable	2,772	–
Decrease in amounts payable	–	311
	$ 272,102	**$ 213,854**

Funds are defined as deposit with the Receiver General for Canada.

État de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Provenance des fonds		
Exploitation		
Office de stabilisation des prix agricoles	$ 292,885	$ 283,141
Crédits parlementaires	5,298	7,599
Coût de l'exploitation	(284,307)	(296,368)
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	283	272
	14,159	(5,356)
Emprunts auprès du gouvernement du Canada	242,212	207,314
Augmentation des montants à payer	15,728	–
Diminution des montants à recevoir	–	11,899
Diminution (augmentation) du dépôt auprès du Receveur général du Canada	3	(3)
	$ 272,102	$ 213,854
Utilisation des fonds		
Emprunts remboursés au gouvernement du Canada	$ 251,378	$ 206,315
Augmentation des stocks	12,027	7,228
Aide de capital	5,925	–
Augmentation des montants à recevoir	2,772	–
Diminution des montants à payer	–	311
	$ 272,102	$ 213,854

Les fonds constituent un dépôt auprès du Receveur général du Canada.

Notes to Financial Statements
July 31, 1981

1 Objectives

The objectives of the Canadian Dairy Commission as established by the Canadian Dairy Commission Act 1966-67 are "to provide efficient producers of milk and cream with the opportunity of obtaining a fair return for their labour and investment and to provide consumers of dairy products with a continuous and adequate supply of dairy products of high quality".

2 Significant accounting policies

(a) Acquisition of furniture and equipment is charged to administrative expense in the year of purchase.

(b) Inventories are valued at the lower of cost and net realizable value.

(c) The estimated loss from commitments to purchase products at Canadian support prices is charged to marketing operations supported by producers.

(d) Trade accounts receivable in foreign currencies have been translated into Canadian dollars at rates prevailing at year end. Income is charged or credited with all exchange differences.

3 Inventories

The inventories are valued at the lower of cost and net realizable value and consist of:

	1981	1980
Skim milk powder	$ 41,090,000	$ 19,530,000
Butter	49,213,000	56,560,000
Other related dairy products	13,137,000	15,323,000
	$ 103,440,000	$ 91,413,000

These inventories have been adjusted as follows:

Skim milk powder
Prices for surplus skim milk powder on the world market are lower than on the domestic market, resulting in the estimated net realizable value of the inventory as at July 31, 1981 being $22,405,000 ($20,957,000 in 1980) less than the Canadian support price.

Other related dairy products
The inventory includes evaporated milk and whole milk powder and the estimated net realizable value of the inventory as at July 31, 1981 is $5,678,000 ($4,689,000 in 1980) less than acquisition cost.

4 Capital assistance

To meet the export market requirements of 10% of Canadian requirements or a maximum of 4.4 million hectolitres of milk in consumer size as agreed by the Canadian Milk Supply Management Committee and agreed by Cabinet, the Canadian Dairy Commission has encouraged the construction of two processing plants for evaporated milk and one processing plant for instantized whole milk powder.

The Canadian Dairy Commission is purchasing these products from these plants at a price higher than the basic price in order to reimburse them over a three year period for capital investment costs.

These investments will amount to $20.5 million and will be reduced to $15.0 million with the payment of grants from provincial and federal governments and the repayment of residual value of buildings and equipment.

Notes afférentes aux états financiers du 31 juillet 1981

1 Objectifs

Les objectifs de la Commission canadienne du lait, ainsi qu'établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait 1966-1967, sont "d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité".

2 Conventions comptables importantes

a) L'acquisition de mobilier et de matériel est imputée aux frais d'administration de l'exercice d'achat.
b) Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.
c) La perte estimative provenant des engagements envers l'achat de produits au prix de soutien canadien est imputée aux opérations de la commercialisation supportée par les producteurs.
d) Les comptes-clients en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens au taux régnant à la fin de l'exercice. Toutes les différences dues au change sont imputées ou créditées aux résultats.

3 Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette et se ventilent comme suit:

	1981	1980
Poudre de lait écrémé	$ 41,090,000	$ 19,530,000
Beurre	49,213,000	56,560,000
Autres produits laitiers connexes	13,137,000	15,323,000
	$ 103,440,000	**$ 91,413,000**

Ces stocks ont été rajustés comme il suit:

Poudre de lait écrémé
Les prix des surplus de poudre de lait écrémé sur le marché mondial sont inférieurs aux prix domestiques, de sorte que la valeur de réalisation nette estimative des stocks au 31 juillet 1981 était $22,405,000 ($20,957,000 en 1980) de moins que le prix de soutien canadien.

Autres produits laitiers connexes
Les stocks comprennent le lait évaporé et la poudre de lait entier. La valeur de réalisation nette estimative des stocks, au 31 juillet 1981, est $5,678,000 ($4,689,000 en 1980) de moins que le coût d'acquisition.

4 Aide de capital

Afin de répondre aux besoins du marché d'exportation, lequel représente 10% des besoins canadiens ou un maximum de 4.4 millions hectolitres de lait dans des contenants conçus pour la vente au détail, et suite à l'accord du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait et du Cabinet, la Commission canadienne du lait a encouragé la construction de deux usines de transformation pour le lait évaporé et d'une usine de transformation pour la poudre de lait entier dit "instant".

La Commission canadienne du lait achète ces produits de ces usines à un prix supérieur au prix de base afin de rembourser ces dernières sur une période de trois ans pour les coûts d'investissement en capital.

Ces investissements se chiffreront à $20.5 millions et seront réduits à $15 millions lors du versement des octrois par les gouvernements provinciaux et fédéral et du remboursement de la valeur résiduelle des bâtisses et du matériel.

5 Loans from Government of Canada

Loans from Canada obtained to finance the purchase of dairy products bear interest rates varying from 10.875% to 15.625% per annum. There are no specific terms of repayment. Interest, calculated on a simple basis, is paid at the time of any principal repayment. Interest expense on loans from Canada was $8,183,000 for the year and the accrued interest was $1,367,000 at July 31, 1981.

6 Surplus/deficit policy

Producers are responsible for the cost of disposal of surplus products, subject to a commitment by the federal government to continue to accept responsibility for major year-end deficits in the export account resulting from unanticipated changes in the export market or Canada's currency exchange rate. Producers are fully responsible however to cover all losses on special export production under the export quota program.

Surplus in the export account up to $10 million is not to be refunded to producers nor by any adjustment of levy rates in the following year. The treatment of any excess over $10 million is to be determined by the Canadian Milk Supply Management Committee.

7 Financing

Agriculture Votes 40 and 40b which cover program expenditures for the Commission lapsed $580,000 in 1981 ($255,000 in 1980).

Funding to cover subsidies and marketing expenses is provided by a contribution from the Agricultural Stabilization Board through Agriculture Vote 20. The funds provided through this Vote amounted to $292,885,000 ($283,141,000 in 1980), of which $278,291,000 related to subsidies ($269,544,000 in 1980) and $14,594,000 related to marketing expenses ($13,597,000 in 1980).

8 Outstanding commitments

As at July 31, 1981, the Commission is committed to purchase skim milk powder and other related products produced prior to July 31, 1981 at the Canadian support prices in an amount of approximately $20,264,000. The loss which may result from these purchases at higher than export prices has been estimated to be approximately $7,565,000. The amount of this estimated loss has been charged to the marketing operations supported by producers and is included in accounts payable and accrued liabilities.

9 Contingent liability

At July 31, 1981, the Commission was a defendant in a lawsuit amounting to $1,800,000. The lawsuit resulted from a dispute over the sale of butteroil in 1976.

10 Agents' commissions

The Commission has used the services of agents for sales in connection with marketing of dairy products on the world market. Commissions are charged to cost of sales on the Statement of Marketing Operations Supported by Producers.

Commissions paid or payable are as follows:

Date of Appointment	Name of Agent	Market Area	1981	1980
November 1976	Coop Fédérée de Québec	Algeria	$ 1,677,000	$ 929,000
July 1979	Intercontinental	Mexico	751,000	271,000
			$ 2,428,000	$ 1,200,000

5 Emprunts auprès du Gouvernement du Canada

Les emprunts contractés auprès du Canada pour financer l'achat de produits laitiers portent des taux d'intérêt variant de 10.875% à 15.625% par année. Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. L'intérêt calculé comme intérêt simple, est versé au moment de tout remboursement du capital. Les dépenses d'intérêt sur les emprunts auprès du Canada s'élevaient à $8,183,000 pour l'exercice et les intérêts courus étaient de $1,367,000 au 31 juillet 1981.

6 Politique concernant les surplus/déficits

Les producteurs sont responsables du coût de l'aliénation des produits en surplus, selon un engagement du gouvernement fédéral de continuer d'accepter la responsabilité de déficits importants en fin d'exercice dans le compte d'exportation résultant de changements imprévus dans le marché d'exportation ou dans le taux du change des devises canadiennes. Les producteurs sont toutefois entièrement responsables de toute perte reliée à la production spéciale pour l'exportation à l'intérieur du quota du programme d'exportation.

Le surplus jusqu'à $10 millions dans le compte d'exportation ne peut être remboursé aux producteurs soit par tout rajustement du taux des cotisations de l'exercice suivant. La disposition de tout surplus excédentaire à $10 millions doit être déterminée par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait.

7 Financement

En 1981, un montant de $580,000 provenant des Crédit 40 et 40b – Agriculture qui doit combler les dépenses occasionnées par les programmes de la Commission, est resté inutilisé ($255,000 en 1980).

Les fonds pour le financement des subventions et des dépenses de commercialisation sont fournis en tant que contribution par l'Office de stabilisation des prix agricoles, à même le Crédit 20 – Agriculture. Les fonds provenant de ce Crédit étaient de $292,885,000 ($283,141,000 en 1980), dont $278,291,000 se rattachaient aux subventions ($269,544,000 en 1980) et $14,594,000 se rattachaient aux dépenses de commercialisation ($13,597,000 en 1980).

8 Engagements non réglés

Au 31 juillet 1981, la Commission s'est engagée à acheter de la poudre de lait écrémé et d'autres produits connexes fabriqués avant le 31 juillet 1981 au prix de soutien du marché canadien au montant d'environ $20,264,000. La perte qui pourrait découler de ces achats, à des prix plus élevés que ceux du marché d'exportation, a été estimée à environ $7,565,000. Le montant de cette perte estimative a été imputé aux opérations de la commercialisation supportée par les producteurs et il est compris dans la rubrique créditeurs et passif couru.

9 Passif éventuel

Au 31 juillet 1981, la Commission était la défenderesse dans une poursuite judiciaire de $1,800,000. La poursuite judiciaire résultait d'une controverse en 1976, touchant la vente d'huile de beurre.

10 Commissions à des agents

La Commission a employé les services d'agents de ventes relativement à la mise en marché de produits laitiers sur le marché mondial. Les commissions sont imputées au coût des ventes et apparaissent à l'état des opérations de la commercialisation supportée par les producteurs.

Les commissions payées ou à payer sont comme il suit:

Date de la nomination	Nom de l'agent	Endroit du marché	1981	1980
novembre 1976	Coop Fédérée de Québec	Algérie	$ 1,677,000	$ 929,000
juillet 1979	Intercontinental	Mexique	751,000	271,000
			$ 2,428,000	$ 1,200,000

Administrative Expense for the year ended July 31, 1981

Schedule A

	1981	1980
	(in thousands of dollars)	
Salaries	$ 1,454	$ 1,068
Professional and special services	394	464
Transportation and communications	319	280
Data processing and cheque issue services	283	272
Rentals	198	165
Remuneration of members of the Commission	135	120
Audit Services Bureau fees	131	126
Other personnel costs	125	169
Utilities, materials and supplies	44	46
Acquisition of furniture and equipment	33	8
Repairs and maintenance	17	2
Miscellaneous	6	–
	$ 3,139	$ 2,720

Levies on Industrial Milk for the year ended July 31, 1981

Schedule B

	Milk Shipments (in litres)	In Quota @ $2.80 hectolitre	Export @ $0.16 hectolitre	Total
		(in thousands)		
Prince Edward Island	72,357	$ 2,026	$ 116	$ 2,142
Nova Scotia	56,617	1,585	91	1,676
New Brunswick	38,397	1,075	–	1,075
Quebec	2,215,056	62,105	3,544	65,649
Ontario	1,325,023	37,145	2,120	39,265
Manitoba	150,247	4,207	–	4,207
Saskatchewan	76,061	2,130	–	2,130
Alberta	225,436	6,312	–	6,312
British Columbia	150,274	4,208	240	4,448
	4,309,468	$ 120,793	$ 6,111	$ 126,904

Frais d'administration pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

Annexe A

	1981	1980
	(en milliers de dollars)	
Traitements	$ 1,454	$ 1,068
Services professionnels et spéciaux	394	464
Transport et communications	319	280
Services de traitement des données et d'émission de chèques	283	272
Locations	198	165
Rémunération des membres de la Commission	135	120
Honoraires du Bureau des services de vérification	131	126
Autres coûts au titre du personnel	125	169
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	44	46
Acquisition de mobilier et de matériel	33	8
Réparations et entretien	17	2
Dépenses diverses	6	–
	$ 3,139	$ 2,720

Cotisations sur le lait industriel pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

Annexe B

	Livraisons de lait (en litres)	Quota intérieur @ $2.80 l'hectolitre	Exportation @ $0.16 l'hectolitre	Total
			(en milliers)	
L'Île-du-Prince-Édouard	72,357	$ 2,026	$ 116	$ 2,142
Nouvelle-Écosse	56,617	1,585	91	1,676
Nouveau-Brunswick	38,397	1,075	–	1,075
Québec	2,215,056	62,105	3,544	65,649
Ontario	1,325,023	37,145	2,120	39,265
Manitoba	150,247	4,207	–	4,207
Saskatchewan	76,061	2,130	–	2,130
Alberta	225,436	6,312	–	6,312
Colombie-Britannique	150,274	4,208	240	4,448
	4,309,468	$ 120,793	$ 6,111	$ 126,904

Levies on Fluid Milk for the year ended July 31, 1981

Schedule C

	Sales (in litres)	Levies*
	(in thousands)	
Prince Edward Island	15,804	$ 48
Nova Scotia	112,199	338
New Brunswick	70,379	209
Quebec	625,792	1,871
Ontario	983,761	2,977
Manitoba	103,191	313
Saskatchewan	94,112	277
Alberta	260,173	788
British Columbia	310,626	925
	2,576,037	$ 7,746

Calculated at 5% of subsidy rate of $6.03 per hectolitre of sales.

Subsidies to Producers of Milk and Cream (Based on butterfat used for industrial purposes) for the year ended July 31, 1981

Schedule D

	Shipments	Amount
	(thousands of kilograms)	(thousands of dollars)
Prince Edward Island	2,927	$ 4,903
Nova Scotia	2,259	3,784
New Brunswick	1,732	2,901
Quebec	79,666	133,440
Ontario	53,492	89,600
Manitoba	6,500	10,889
Saskatchewan	4,047	6,778
Alberta	10,000	16,750
British Columbia	5,520	9,246
	166,143	$ 278,291

Cotisations sur le lait nature pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

Annexe C

	Ventes (en litres)	Cotisations*
	(en milliers)	
L'Île-du-Prince-Édouard	15,804	$ 48
Nouvelle-Écosse	112,199	338
Nouveau-Brunswick	70,379	209
Québec	625,792	1,871
Ontario	983,761	2,977
Manitoba	103,191	313
Saskatchewan	94,112	277
Alberta	260,173	788
Colombie-Britannique	310,626	925
	2,576,037	$ 7,746

**Calculées à 5% de taux du subvention de $6.03 par hectolitre de ventes.*

Subventions aux producteurs de lait et de crème (basées sur la matière grasse utilisée à des fins industrielles) pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

Annexe D

	Livraisons	Montant
	(en milliers de kilogrammes)	(en milliers de dollars)
L'Île-du-Prince-Édouard	2,927	$ 4,903
Nouvelle-Écosse	2,259	3,784
Nouveau-Brunswick	1,732	2,901
Québec	79,666	133,440
Ontario	53,492	89,600
Manitoba	6,500	10,889
Saskatchewan	4,047	6,778
Alberta	10,000	16,750
Colombie-Britannique	5,520	9,246
	166,143	$ 278,291

Marketing Operations by Product for the year ended July 31, 1981

Schedule E

	Butter	Skim Milk Powder	Evaporated Milk	Others*	Total
			(in thousands of dollars)		
Sales	$ 89,954	$ 80,889	$ 104,173	$ 1,865	$ 276,881
Cost of sales	86,734	144,183	130,496	9,349	370,762
Loss (gain) on sales	(3,220)	63,294	26,323	7,484	93,881
Export and domestic assistance	26	11,804	3,598	3,483	18,911
Loss (gain) before capital assistance and producer levies	$ (3,194)	$ 75,098	$ 29,921	$10,967	112,792
Capital assistance (Note 4)					7,699
Loss before producer levies					120,491
Producer levies					134,650
Net income					$ 14,159

	Kilograms	Kilograms	Cases	Kilograms
		(volume in millions)		
Sales	26.2	63.4	6.7	1.0
Purchases	22.2	71.0	6.2	3.1

**Other products include cheese and whole milk powder.*

Opérations de la commercialisation selon les produits pour l'exercice terminé le 31 juillet 1981

Annexe E

	Beurre	Poudre de lait écrémé	Lait évaporé	Autres*	Total
			(en milliers de dollars)		
Ventes	$ 89,954	$ 80,889	$ 104,173	$ 1,865	$ 276,881
Coût des ventes	86,734	144,183	130,496	9,349	370,762
Pertes (bénéfice) sur les ventes	(3,220)	63,294	26,323	7,484	93,881
Aide à l'exportation et aide domestique	26	11,804	3,598	3,483	18,911
Perte (bénéfice) avant l'aide de capital et les cotisations des producteurs	$ (3,194)	$ 75,098	$ 29,921	$ 10,967	112,792
Aide de capital (note 4)					7,699
Perte avant les cotisations des producteurs					120,491
Cotisations des producteurs					134,650
Bénéfice net					$ 14,159

	Kilogrammes	Kilogrammes	Caisses	Kilogrammes
		(volume en millions)		
Ventes	26.2	63.4	6.7	1.0
Achats	22.2	71.0	6.2	3.1

Les autres produits comprennent le fromage et la poudre de lait entier.

Should you require further information on the operations of the Commission or the Canadian dairy industry, we would be pleased to assist you in obtaining it.

Please contact:

Information Services
Canadian Dairy Commission
2197 Riverside Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0Z2

Tel. (613) 998-9490

Si vous désirez de plus amples informations touchant la Commission canadienne du lait ou l'industrie laitière canadienne, nous nous ferons un plaisir de vous aider.

Veuillez vous adresser au:

Service d'information
Commission canadienne du lait
2197 Promenade Riverside
Ottawa (Ontario)
K1A 0Z2

Tél. (613) 998-9490

Printed in Canada
Design and Production
Banfield-Seguin Ltd.
Cover Photography
Patty Jones and Helen O'Donnell

Imprimé au Canada
Graphisme et montage
Banfield-Seguin Ltd.
Photographie page couverture
Patty Jones et Helen O'Donnell

POOR

QUALITY

ORIGINAL